

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10^e — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

LE NOUVEL EMPRUNT OFFRE TOUTES LES GARANTIES DE SECURITE QU'UN CAPITALISTE PEUT EXIGER !

(Le « Populaire » du 13 mars 1937.)

LE GOUVERNEMENT BLUM AJOUTE LE PLOMB A CES GARANTIES.

Le capitalisme ne saurait être mieux servi !

APRÈS METLAOUI, CLICHY : L'ORDRE CONTINUE

Le sang ouvrier a coulé

La finance anglo-saxonne n'a pas souscrit à l'emprunt

De deux choses l'une, écrivions-nous, la semaine dernière, à propos de l'emprunt. Qu'effectivement la finance anglo-saxonne s'engage dans l'affaire et souscrit.

Où elle sert seulement de *caution publique* au gouvernement de Front Populaire auprès de notre bourgeoisie.

Dans le premier cas, la trésorerie du Front Populaire n'est plus à la merci des seuls possédants français et de leurs banques commandées par la City et par Wall-Street. Moyennant sa capitulation, Blum échappe pour un temps indéfini à l'étranlement financier.

Dans le second cas, après une brève période d'euphorie, la manœuvre du héros de la Défense nationale est percée à jour. Il n'a bénéficié que d'un bref sursis, au terme duquel, il se retrouve en tête à tête avec nos capitalistes réfractaires. Alors, s'il fait faire seulement mine de revenir sur sa capitulation, s'il s'avère incapable d'abréger ou de briser les revendications ouvrières, il tombe.

Or, malgré le « battage », éhonté auquel se livrent à l'envi, sur le triomphe de l'emprunt, le *Populaire* et *l'Humanité*, nous sommes dès à présent fixés.

La finance anglo-saxonne a bien voulu patronner politiquement l'emprunt de trahison socialiste du gouvernement de Front Populaire, MAIS ELLE N'A PAS SOUSCRIT.

Comme l'explique clairement le *Temps* de dimanche soir, la monnaie de paiement de l'emprunt n'est ni le dollar ni la livre. On fera bien le compte du capital souscrit et des intérêts échus en dollars et en livres, mais on ne le remboursera et on ne les paiera qu'en francs suisses.

En bon français cela signifie que les gouvernements américain et britannique ne veulent pas entendre parler d'un mouvement de capitaux américains et anglais vers la France.

Conformément à la loi Johnson qui interdit les prêts aux Etats étrangers dont les dettes de guerre envers l'Amérique n'ont pas fait l'objet d'un règlement, le gouvernement Roosevelt interdit d'exporter en France des capitaux dont il continue à avoir besoin pour sa vaste « expérience ».

Quant à l'Angleterre, elle fait de même avec ses livres, pour ne pas faire hausser chez elle le loyer des capitaux dont elle a besoin pour financer son réarmement.

Des renseignements qui nous sont parvenus — et que nous n'avons, nous, à l'encontre des sociaux-patriotes et des nationaux-communistes nulle raison de faire, — il résulte que les seuls dollars et livres qui aient été souscrits à l'emprunt représentent des avoirs de banques ou de trusts français en Amérique et en Angleterre.

Une large fraction des sommes souscrites — la plus large, dit-on, en dépit des prêches de MM. Blum, Lebrun, Daladier et autres cardinaux Verdié — l'a été par des représentants de ces excellentes 200 familles, en tout premier lieu par le trust des assurances (qui sait « assurer » comme pas un contre les risques de nationalisation).

Le jeu du capitalisme français est clair. Revenu de sa grande peur de juin dernier, quand l'action directe des exploités faisait craquer sa toute puissance, il a vite pris la mesure du débile adversaire que lui suscitait la légalité républicaine.

Il le tient au plus court, et comme intéressé auprès des masses naïves, il l'utilise au mieux de ses intérêts.

Il limite à 10 milliards et demi le « seours de printemps » qu'il lui accorde.

Ces dix milliards jetés au gouffre des armes, l'échéance reviendra vite, et avec elle le renouvellement et l'accentuation des garanties que le patriotique leader de la S.F.I.O. doit lui fournir pour rester au pouvoir.

Se trainer d'échéance en échéance, vivre et mourir à la petite semaine, tel est maintenant le destin de Blum... si la hausse des prix ne vient pas le coincer entre sa clientèle ouvrière et ses bailleurs de fonds, où si la mobilisation générale ne consacre pas dans le sang des millions de victimes de la guerre indivisible sa gloire toute neuve de « sauveur du front ».

JEAN BERNIER.

Le gouvernement Blum suit le chemin traditionnel de la Social-Démocratie et fait mitrailler les travailleurs

A Metlaoui, la semaine dernière, vingt morts ! C'étaient des coloniaux, de la matière « vile » ! en somme.

A Clichy, hier, cinq morts et des centaines de blessés. Des prolétaires français cette fois !

La bourgeoisie capitaliste, ses chiens de garde, ne distinguent pas entre les asservis ! Ils frappent indifféremment sur les ouvriers quelle que soit leur couleur quand ceux-ci réclament un peu moins de misère et un peu plus de liberté. C'est le cas d'hier, car la manifestation fasciste de Clichy était une provocation directe à la liberté des travailleurs.

Le gouvernement « de Front populaire » — A DIRECTION SOCIALE — en avait jugé différemment puisqu'il avait autorisé la manifestation.

Il porte ainsi une responsabilité terrible.

Il mérite l'invective autrefois lancée contre le gouvernement Clemenceau : **GOUVERNEMENT D'ASSASSINS**, car il n'a plus rien à envier, sinon la défaite totale, à la social-démocratie allemande. Il possède maintenant son Noske, son Zorgiebel.

Les maîtres de la finance sont rassurés. Le pouvoir est dans de bonnes mains. La « confiance » va revenir.

Les pronostics les plus pessimistes que nous faisions sur le Front Populaire sont dépassés. Et des militants syndicalistes nous reprochent encore d'être trop intranquilles ! « Il faut laisser faire l'expérience », nous disaient-ils. Elle est faite. Les résultats sont là.

Le sang de Metlaoui, de Clichy nous donne, hélas ! tragiquement raison : Il n'y a pas de politique ouvrière possible en régime capitaliste. Il n'y a qu'une politique CAPITALISTE.

Le souci que montrent tous les journaux du Front Populaire pour réduire les incidents en prouve, au contraire, la gravité. Le principal responsable de cette abominable tuerie, Marx Dormoy, a osé, dans une déclaration faite aux journalistes, parler d'une enquête pour établir les responsabilités. Le responsable, mais c'est le gouvernement Léon Blum, Marx Dormoy lui-même et les faits le prouvent.

Les ex-Croix de Feu avaient organisé une réunion dans la cité ouvrière de Clichy. Est-ce que ce n'est pas là déjà, en soi, une provocation ? Ce fut l'avis unanime des organisations prolétariennes qui firent appel à leurs membres pour contre-manifester.

Nous pouvons nous étonner du souci de la « démocratie » que montrent les jacobins en carton-pâte de l'ŒUVRE lorsqu'ils écrivent : « Voilà aussi — il faut bien le dire — ce que nous avons valu cette intolérance qui veut que nous réclamions tous la liberté, en la refusant aux autres ». Nous ne pouvons leur répondre par la fameuse formule de Robespierre, jacobin authentique : « Il n'y a pas de liberté pour les ennemis de toutes les libertés ».

Et c'est ainsi que le comprennent les travailleurs qui ne veulent pas subir le sort de leurs frères d'Italie et d'Allemagne, et d'Espagne, menés à la plus sanglante des guerres par l'inertie traîtresse des dirigeants socialistes.

Cet odieux massacre ne peut rester sans sanction. La classe ouvrière doit parler haut et ferme.

Quelle va être l'attitude de la C.G.T. ? L'organisation spécifique de la classe ouvrière ne peut rester passive.

Hier les ouvriers eux-mêmes, à Clichy, réclamaient la seule riposte qui convienne : L'ARRÊT DU TRAVAIL.

Les assassinés de Clichy doivent être accompagnés à leurs tombes par la classe ouvrière parisienne, tout entière réunie derrière leurs cercueils. LA C.G.T. DOIT DONNER L'ORDRE DE LA GREVE GENERALE.

Si elle restait dans l'expectative, elle se rendrait complice de cet horrible massacre de prolétaires.

L'UNION ANARCHISTE.

LA RIPOSTE OUVRIÈRE S'ORGANISE

L'EMOTION DU PROLETARIAT PARISIEN A ÉTÉ INTENSE EN APPRENANT L'ODIEUX MASSACRE POLICIER DE CLICHY.

DE TOUTES PARTS, SUR LES CHANTIERS, DANS LES USINES, DANS LES SYNDICATS, DES MOUVEMENTS DE PROTESTATION SE SONT PRODUITS. EN MAINTS ENDROITS, SUR LES CHANTIERS DE L'EXPOSITION NOTAMMENT, LA GREVE A ÉTÉ EFFECTIVE ET TOTALE. MAIS IL FAUT QUE CE MOUVEMENT S'AMPLIFIE ET S'ÉTENDRE À TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE. IL FAUT QUE LA RIPOSTE OUVRIÈRE SOIT PUSSANTE ET CATEGORIQUE SAIS CELA, DEMAIN, CE SERONT D'AUTRES ASSASSINATS. DANS LE MOMENT TRAGIQUE QUE NOUS VIVONS LA PASSIVITÉ CONDUIRAIT AU SUICIDE. ON NE COMPRENDRAIT PAS DE LA PART DES DIRIGEANTS SYNDICAUX UNE INERTIE QUI SERAIT COMME UNE COMPLICITE DANS LE CRIME.

LA SEULE RÉPONSE QUI S'IMPOSE C'EST LA GRÈVE GÉNÉRALE !
C'EST LE SEUL MOYEN DE FAIRE TAIRE LA CANAILLE FASCISTE ET SES CHIENS DE POLICE.

Rétablissement la vérité

LA SOIRÉE TRAGIQUE

En prévision des incidents qui pouvaient se dérouler, les responsables du Front Populaire local s'étaient rendus auprès de Marx Dormoy, pour lui demander d'interdire la réunion Croix de feu. Le ministre socialiste refusa, déclarant que toutes les précautions seraient prises pour maintenir l'ordre. Elles furent prises. 7 à 8.000 flics et gardes mobiles, les cartouchières bien garnies, occupaient Clichy en état de siège. Le quart de gnôle réglementaire avait sans doute été distribué. Tout était prêt.

Que s'est-il produit ? Les déclarations des manifestants que nous avons pu recueillir sont très nettes.

La police gardait les abords de la salle et ne laissait entrer que les personnes munies de cartes d'invitation de la Rocque. Voyant cela, les ouvriers tentèrent d'empêcher l'entrée de la salle aux Croix de feu. C'est alors qu'avec leur brutalité coutumière flics et gardes mobiles chargèrent. A corps de crosses et de canons de mousquetons ils frapperont les ouvriers, qui tout d'abord surpris, réagirent ensuite avec vigueur. Avec un courage admirable, ils résistèrent. C'est alors que les flics tirèrent.

Ne pouvant croire à autant de violence, les ouvriers s'écrieront : « ils tirent à blanc ». Mais ils s'aperçurent vite de leur erreur, lorsqu'ils virent de leurs camarades morts ou blessés à s'écrouler. L'indignation était à son comble. Ils tentèrent, toujours avec un courage sublime, de résister, en dressant quelques barricades.

Déployés en tirailleurs, tirant sans arrêt, les flics chargeaient. Les manifestants se réfugièrent dans la mairie ou les brutes policières les poursuivirent. Une femme fut blessée à l'intérieur même de la mairie. Toute la façade de cette dernière est criblée de balles. Preuve évidente que ces messieurs de l'ordre se sont bien servis de leurs armes, contrairement à ce qu'ils déclarent si véhémentement.

Quand Marx Dormoy en personne arriva, il fut accueilli non pas par le cri de « dissolution des ligues fascistes », comme le dit l'*Humanité*, mais bien par celui de « Démission ». Il promit de faire cesser le feu et d'évacuer les forces policières. Satisfaits, confiants dans la parole d'un ministre, les ouvriers descendirent dans la rue; ils furent alors accueillis par une nouvelle salve qui en coucha encore quelques-uns à terre. Durant toute la soirée des incidents semblables se déroulèrent. Les bourquines criminelles avaient si bien perdu le contrôle d'eux-mêmes qu'à un moment donné flics et gardes mobiles se mitraillèrent entre eux.

Où sont les responsabilités ? Comment les dirigeants du Front Populaire peuvent-ils avoir l'audace de poser une telle question ? Comme on comprend leur gêne pour expliquer cet odieux assassinat. Ils peuvent parler de provocateurs, chercher à faire porter la responsabilité sur les fameux « éléments troubles et incontrôlables ». Cette fois la démonstration est formelle. Le gouvernement est seul responsable.

Nous opposons une fois de plus à ces affirmations hardies le démenti le plus absolu. D'abord, il n'est pas vrai que l'Espagne populaire mène une lutte de libération nationale. Elle est engagée dans un combat qui l'oppose non point à l'Italie ou à l'Allemagne, mais à ses éternels oppresseurs : le capitalisme et ses alliés l'Eglise et l'Armée. Le sort de l'Espagne, comme puissance impérialiste, lui importe peu. Elle ne combat point des armées étrangères pour assurer l'intégrité du sol national ou du domaine colonial. Les armées étrangères ne sont point elles-mêmes les instruments d'un envahisseur comme le furent les armées françaises de Napoléon ; elles sont des formations mercenaires destinées à appuyer l'action répressive d'un gouvernement national qui s'est constitué pour anéantir un mouvement révolutionnaire en sorte que la lutte que soutient l'Espagne populaire est au sens strict du terme une lutte de classe.

Il importe de ne pas défigurer un si prodigieux événement. On s'y applique cependant avec une ténacité suspecte. Nous en savons les motifs. Il s'agit de convaincre les prolétaires de tous les pays (car cette propagande est à double aspect, et les méfaits du « bolchévisme conquérant » sont évoqués en Allemagne avec la même efficacité qu'ici ceux du fascisme international), qu'ils doivent être prêts à faire la guerre et à mourir pour la patrie.

Il faudrait pourtant que nous arrivions à faire entendre à ces prolétaires voués au massacre que le mot « fascisme international » est absolument vide de sens, qu'il est une de ces formules creuses qui recèlent les pires mensonges, mais qui, hélas ! se montrent merveilleusement propres à entraîner les peuples à la guerre. Il faut le répéter.

Tous ces slogans d'une propagande intéressée, sont autant de pièges où se laisse prendre la bonne foi des travailleurs. Ce qu'on prend pour le fascisme

international n'est qu'une combinaison instable d'intérêts impérialistes qui réalise une politique et qu'une autre politique peut détruire. L'axe Rome-Berlin ne saurait faire oublier qu'il fut un temps où Mussolini monta une garde aggressive au Brenner contre Hitler souhaitant de vouloir réaliser l'Anschluss. Aujourd'hui encore l'hypothèse ne saurait être écartée d'un renversement des alliances. Moscou nous menace, si nous ne signons pas les accords militaires qui doivent compléter le pacte franco-soviétique, dé changer son fusil d'épaule et de se rapprocher de l'Allemagne. L'Italie n'a pas perdu l'espoir, duquel Locarno qui la rapprochera de l'Angleterre et lui évitera les sacrifices inégaux d'une course aux armements navals. La France démocratique n'a pas abandonné ses projets d'une entente franco-allemande qui ne serait pas trop onéreuse. La Pologne, enfin, est prête à se vendre au plus offrant. Bref, derrière une pseudo-guerre des idéologies, il faut apercevoir les conflits très réels des impérialismes rivaux qui utilisent du mieux qu'ils peuvent la conjecture politique et sociale et qui essaient de gagner diplomatiquement et socialement la guerre avant de la gagner militairement.

Nous ne modifions donc pas nos conclusions. Contre l'impérialisme au cent visages un seul front doit se former : celui de l'internationalisme prolétarien.

LASHORTES.

Les tapeurs

Avant que ne fut définitivement réalisée celle des sujets, l'Union Sacrée des dirigeants est désormais un fait accompli. Alors qu'il y a peu de temps Blum était le « je vous hais », Daladier le « fusilleur » et Chautemps l'assassin du conseiller, tous aujourd'hui sont de bons Français, des gouvernements sages et avisés. Et cette réconciliation des magnats de la finance, de l'industrie et de la politique s'effectue sous le signe de la préparation à la guerre, faisant encore une fois appel au vieux culte de la Patrie.

Ces jours-ci, ces Messieurs accaparent le microphone pour lancer dans toutes les provinces des exhortations pathétiques. Défilé disparate des discoureurs les plus divers en apparence, mais au fond, comme le prouve leur facilité à s'accorder, assez près les uns des autres. Albert Lebrun, l'industrie et le capitalisme, Léon Blum, le sentimental socialo-pacifiste, Daladier, la bourgeoisie et l'Estat-Major, le cardinal Verdier, l'inévitable goupillon et Edouard Herriot (gauche-droite, gauche-droite), l'homme aux convictions oscillantes, vont successivement inviter le « bon peuple de France à verser son or au gouffre des armements.

Et tout de suite, c'est l'enthousiasme. La haute banque, rassurée, sourit à cet emprunt aux mirifiques conditions.

Une fois de plus l'accord se fait sur le dos des pauvres bougres, et une fois de plus les pauvres bougres refusent de s'en rendre compte. On continue à prétendre qu'il y a quelque chose de changé alors qu'on entend toujours les mêmes clichés et les mêmes bobards que sous tous les gouvernements, l'appel à la confiance, la sécurité du pays, l'encouragement à l'épargne, la trêve aux dissensions politiques, l'intérêt national, cependant que comme de tous temps le capitalisme asservit, les politiciens trahissent et la garde mobile assassine les travailleurs.

Allons, le tour est bien joué et les naïfs par milliers s'y sont laissés prendre. L'Humanité, en sa manchette, accuse les « droitiers qui votèrent contre le gouvernement d'être des ennemis de la France; les socialistes ne sont plus le moins du monde internationalistes et les francs-macons entendront sans confusion la vibrante allocution du cardinal. Cependant, les armes qu'on va fabriquer pour construire la Paix, comme on dit aujourd'hui, seront manœuvrées par des prolétaires et déjà on exige qu'ils donnent en contribution à la sanguinaire patrie, deux années de leur jeunesse. Demain sans doute, c'est dès l'âge de dix-huit ans qu'ils seront accaprés par les obligations militaires.

Et tout cela se sera fait sous le règne du Front populaire, cette panacée magnifique qui devait sauver le monde ouvrier et lui apporter ce que tous les sociologues dis avancés lui promirent : la suppression des frontières, l'Internationale des peuples, le désarmement.

L'erreur est de croire qu'on peut renverser un régime qui, comme le capitalisme, s'appuie sur la force en faisant l'économie d'une révolution. Les votes des électeurs sont des moyens insignifiants dès lors qu'ils doivent contrebalancer la puissance d'une minorité armée et disposée à défendre ses priviléges par le fer et par le feu.

Les hommes de bonne volonté se ressentiront-ils devant la date fatidique où le capitalisme international tentera de déclencher un nouveau cataclysme ?

Comprendront-ils dès demain que du moment qu'un chef socialiste peut parler dans le même sens qu'un général de brigade ou qu'un nonce apostolique, il n'est plus socialiste et ne mérite plus aucune confiance de la part de la classe ouvrière ?

Pour nous, nulle hésitation. Nous ne nous reconnaîsons à l'égard de la France au contraire, à plus forte raison en ce qui concerne la guerre et sa préparation. À ces campagnes d'union pour collaborer pécuniairement à la grandeur militaire de la Nation, nous répondons comme dans la formule : pas un sou.

D'aucuns peut-être, humoristes à leurs heures, pourraient nous rétorquer : « et pour cause ! »

En quoi d'ailleurs, ils auraient tort, notre impénétrabilité n'étant point le motif de notre refus, car nous savons quand viendra le crime, compléter l'expression et répondre aux appels à la défense de la Patrie : « Pas un homme ! »

MAURICE DOUTREAU.

Notes et Glanes

◆ Choc, toujours très bien informé, apprend à ses lecteurs, dans son numéro du 11 courant, que les anarchistes, « ces individus si dangereux auxquels Trotsky et sa bande ont su insuffler une ardeur nouvelle » préparent actuellement un « coup dur » et que « des réunions fréquentes et secrètes ont lieu à Paris ». Lecteurs de Choc, achetez donc une fois le Libertaire ; vous verrez que si nos réunions sont fréquentes — il y en a parfois plusieurs le même jour — elles ne sont jamais secrètes. Nous leur faisons, au contraire, la plus large publicité.

◆ Cependant, pour faire plaisir au colon, je vais vous faire un aveu, braves Chocués : il existe en effet, en notre bouge-repaire de la rue de Bondy une chambre secrète, tout de noir tendue, avec un certain éclairage basé, et où l'énemis brûle nuit et jour. C'est dans cette chambre que les membres de la C. A. et du Comité de rédaction enseignent aux jeunes militants, avec exercices pratiques à l'appui, comment on vole impunément nonnes, chanoinesses et autres dévotes, et cela pour le plus grand bien d'elles.

◆ Deux faits divers, le même jour : 1° une cabotine londonienne a joué le soir même de la mort de son mari, en se soutenant, nous dit L'Œuvre, d'un cordial après chaque séance.

Publicité d'un goût plutôt douleur : 2° une jeune femme de 28 ans, mère de deux enfants, surprise par ses « maîtres » alors qu'elle cherchait de l'argent pour nourrir ses gosses, se jette par la fenêtre et se tue. Et Monsieur Quiconque, des classes moyennes, vous savez, ces fameuses classes moyennes, dont on nous barbe tant depuis quelques semaines aura trouvé sublime le geste de la cabotine et moral le geste fou et délinquant de la bonté. Voilà pourquoi les anarchistes, fils amants de la Beauté et de la Vérité, tentent avec tant d'aplomb contre les préjugés bourgeois, contre leur ordre établi.

◆ Done, ça y est, c'est fini c'est bâclé. Grâce à la nouvelle Union Sacrée, l'emprunt a été couvert. Il n'y en a pas eu pour tout le monde. Mais alors, si c'est vraiment vrai, pourquoi le Comité de Propagande pour la Seine, va-t-il éditer une affiche ?

◆ Nouvelle réconfontante : la C.G.T. a souscrit 250.000 francs à l'emprunt. Qui en pensez-vous, camarades, qui êtes restés pacifistes ? Car cet emprunt vous le savez, n'est qu'au bénéfice des marchands de canons, gaz et béton. Et si, pour protester, lors du paiement de notre prochaine cotisation syndicale nous retirions seulement un franc, en motivant ce geste ? Ça empêcherait peut-être les bonzes de continuer à se fourrer de nous.

◆ Autre bonne nouvelle ! L'emprunt constitue une occasion favorable pour une grève des employés de Banques la F. N. des Syndicats d'Employés a donné à ses troupes l'ordre de se tenir tranquilles. Vos revendications, camarades ? D'accord. Mais plus tard, quand ces Messieurs voudront bien nous permettre d'en discuter.

◆ Syndicalisme révolutionnaire, pas mort ! Pour vous en convaincre, voyez ce qu'il se passe à l'Exposition, travail de nuit, travail le dimanche, etc. Chez Maillard le personnel va travailler une journée supplémentaire pour l'emprunt. Et ensuite, Jean Lecul, il pèlerin son frère pour la réalisation de La Marseillaise, ce grand film du peuple révolutionnaire de France.

HENRI GUERIN.

Malgré les difficultés financières nouvelles dont nous avons déjà à maintes reprises entretenus nos lecteurs, nous avons réussi, comme nous l'avions promis, à paraître cette semaine sur huit pages.

Nous espérons bien ne pas en rester là, et multiplier la fréquence des publications, que nous avons provisoirement fixée à une fois par mois.

Mais il est bien évident que nous restons ainsi très au-dessous de nos besoins.

Il nous est cruel de négliger chaque semaine telle ou telle question, qui mériterait notre examen ou notre critique, parce que, malheureusement, les pages du Libertaire ne sont pas extensibles et que, malgré tous nos efforts, il nous est impossible de faire rentrer dans les trente colonnes hebdomadaires une matière rédactionnelle qui en exigerait cinquante et souvent plus !

POUR NOS GOSSES

La fête de samedi à Wagram

La soirée artistique organisée samedi à Wagram par le Comité pour l'Espagne libre, au bénéfice de notre orphelinat de Gerone fut ce qu'en peut appeler une réussite totale.

Nous avons réuni un « plateau » digne des établissements professionnels les meilleurs. Mieux même, car il n'est guère de salle à Paris qui donne un spectacle de trois heures et demi de durée sans interruption, sans entracte. C'est cependant devant l'abondance du programme, ce que nous avons dû faire, comme à notre précédente fête d'ailleurs, pour éviter que les spectateurs ne loupent le dernier métro.

Tous les genres étaient représentés par des artistes d'un rare talent. La poésie et le théâtre avaient pour talentueux représentants : Maria Valsamaki, à la voix chaude et vibrante, à la dictation pure qui dit excellentement des poèmes pacifistes ; Fanny Robianne, de l'Odéon ; Balpré, Julian Bertheau, de la Comédie-Française, qui lit avec une émotion communicative le « Refus d'obéissance » de Jean Giono.

Que dire de nos amis Gilles et Julien toujours si directs, si vrais, et aussi si simplement « peuple » sinon qu'ils furent égaux à eux-mêmes dans leurs meilleurs moments, tant dans le rôle tendue, avec un certain éclairage lascif, et où l'énemis brûle nuit et jour. C'est dans cette chambre que les membres de la C. A. et du Comité de rédaction enseignent aux jeunes militants, avec exercices pratiques à l'appui, comment on vole impunément nonnes, chanoinesses et autres dévotes, et cela pour le plus grand bien d'elles.

◆ Deux faits divers, le même jour : 1° une cabotine londonienne a joué le soir même de la mort de son mari, en se soutenant, nous dit L'Œuvre, d'un cordial après chaque séance.

Publicité d'un goût plutôt douleur : 2° une jeune femme de 28 ans, mère de deux enfants, surprise par ses « maîtres » alors qu'elle cherchait de l'argent pour nourrir ses gosses, se jette par la fenêtre et se tue. Et Monsieur Quiconque, des classes moyennes, vous savez, ces fameuses classes moyennes, dont on nous barbe tant depuis quelques semaines aura trouvé sublime le geste de la cabotine et moral le geste fou et délinquant de la bonté. Voilà pourquoi les anarchistes, fils amants de la Beauté et de la Vérité, tentent avec tant d'aplomb contre les préjugés bourgeois, contre leur ordre établi.

◆ Done, ça y est, c'est fini c'est bâclé. Grâce à la nouvelle Union Sacrée, l'emprunt a été couvert. Il n'y en a pas eu pour tout le monde. Mais alors, si c'est vraiment vrai,

pourquoi le Comité de Propagande pour la Seine, va-t-il éditer une affiche ?

◆ Nouvelle réconfontante : la C.G.T. a souscrit 250.000 francs à l'emprunt. Qui en pensez-vous, camarades, qui êtes restés pacifistes ? Car cet emprunt vous le savez, n'est qu'au bénéfice des marchands de canons, gaz et béton. Et si, pour protester, lors du paiement de notre prochaine cotisation syndicale nous retirions seulement un franc, en motivant ce geste ? Ça empêcherait peut-être les bonzes de continuer à se fourrer de nous.

◆ Autre bonne nouvelle ! L'emprunt constitue une occasion favorable pour une grève des employés de Banques la F. N. des Syndicats d'Employés a donné à ses troupes l'ordre de se tenir tranquilles. Vos revendications, camarades ? D'accord. Mais plus tard, quand ces Messieurs voudront bien nous permettre d'en discuter.

◆ Syndicalisme révolutionnaire, pas mort ! Pour vous en convaincre, voyez ce qu'il se passe à l'Exposition, travail de nuit, travail le dimanche, etc. Chez Maillard le personnel va travailler une journée supplémentaire pour l'emprunt. Et ensuite, Jean Lecul, il pèlerin son frère pour la réalisation de La Marseillaise, ce grand film du peuple révolutionnaire de France.

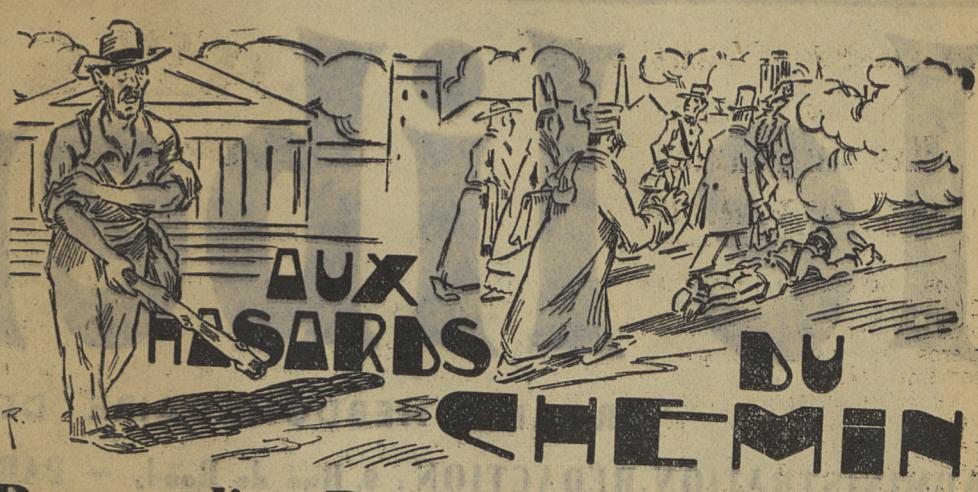
Il faut que chaque groupe se fixe comme besogne urgente, l'organisation de la vente à la criée et la collecte des abonnements.

Les carnets d'abonnements que nous avons fait établir facilitent la tâche, et partout où les groupes nous en ont demandé, le résultat s'est fait immédiatement sentir.

D'autre part, l'affiche que nous avons fait établir pour la propagande du journal sera préte incessamment. Bien apposée et renouvelée fréquemment, elle aidera grandement à la diffusion du Lib.

Notre intention étant d'en faire tirer un assez grand nombre, les groupes peuvent se servir de l'affiche pour se donner une force suffisante pour secouer la torpeur de certains et les décider à sacrifier pour une fois le cinéma, qui sait, la boîte...

Regrettons pour eux qu'ils ne l'ont pas compris !



Propos d'un Paria

Jean Renoir va réaliser, avec la collaboration des Pouvoirs publics, et le concours de tout ce que le Rassemblement populaire compte d'acteurs, d'actrices, de folcloriques et de coquins, un grand film qui fera revivre les époques glorieuses de la Révolution Française et qui s'intitulera La Marseillaise.

Dire que le besoin se faisait impérativement

senir de la présentation aux foules républicaines d'un tel film parlant, chantant, dansant et chantant cent pour cent, serait sans doute un tantinet exagéré.

C'est mon avis, mais qui ne semble pas être partagé par les éminentes personnalités qui ont entrepris de mener à bien la glorification de ces fameuses journées auxquelles nous devons tous les bienfaits que nous dispense notre régime démocratique.

J'ai été autrefois un ardent admirateur des choses et des hommes de la Révolution.

Certes, il y eut, à cette époque, des personnes d'une autre force et d'une autre envergure que les politiciens fallots et méprisables qui, aujourd'hui, les revendent.

Il est bien certain que nos Robespierrots, nos Danton en carton-pâte et nos Marat en papier maché, même s'ils pontifient comme Thorez ou s'ils gueulent comme Vaillant-Couturier, ne peuvent soutenir la comparaison.

Evidemment, cela n'empêche pas les « amis » d'être déjá, pour la plupart, des frippailleurs, tripoteurs et combinards.

Maintenant, il n'y a plus que des combinards. Je disais qu'autrefois j'admirais beaucoup tous ces tribuns que des acteurs réputés, vont certainement personnalier dans le film du Front populaire.

Depuis, mon enthousiasme s'est pas mal redroïdi.

C'est que j'ai réfléchi, que j'ai examiné en détail et la tête froide tout ce que nous devons à cette révolution, et que je me suis demandé parfois si ça valait tant que ça la peine de faire tout ce foison pour aboutir à un changement de goûtement... Ah ! oui, je sais, il y a les Droits de l'Homme, ces fameux bobards dont on nous casse les oreilles à toute occasion.

Mais il y a surtout ce fameux droit pour l'homme, à se faire tuer et à tuer d'autres hommes pour triompher telle ou telle politique.

Et ne serait-ce que pour celui-là qu'en dehors de toute considération je ne marche pas et que j'abandonne aux « révolutionnaires » de toutes les nationalités numérotées leur Marseillaise et leur bourrage de crânes. — Pierre Mualdès.

VERZEY VOTRE OR !

Avec une joie délirante, le Populaire nous annonce que dès le premier jour de son émission, la première tranche de l'emprunt fut couverte.

un leader, Marc Joubert pose la question : « La cause de cette consolidation de la situation monétaire française, de ce changement de direction du mouvement des capitaux ? »

Et il fait lui-même la réponse : « L'attrait, sans doute du nouvel emprunt qui offre, avec un taux rémunératrice, toutes les garanties de sécurité qu'un capitaliste peut exiger. »

Nous voilà bien loin du mois de septembre dernier où Paul Faure parlant à la T.S.F. n'hésita pas à déclarer : « Le capitalisme pourrit tout ce qu'il touche. »

D'accord, même les socialistes !

ALLONS ENFANTS DE LA PATRIE...

Au gymnase Huygens, Vailant-Couturier, dans un discours « dont la haute tenue historique déchaine l'enthousiasme », justifie le titre La Marseillaise donné au film qui doit être tourné sur la Révolution.

« Allons-nous sous des prétextes divers, falsifier la Révolution française ? Rayerons-nous de son vocabulaire le mot de « patriote » ? Sous prétexte de lutter contre un chauvinisme que nous détestons tous, faudrait-il faire chanter l'Internationale aux soldats de l'An II. ? »

FRANÇAIS D'ABORD

Le souci de la vérité historique semble bien préoccuper Vailant-Couturier, et sans doute, est-ce pour ne pas faire mentir la phrase célèbre :

« L'histoire est un périple recommandement qu'il s'emploie à faire renaître aux temps révolutionnaires que nous vivons, l'esprit patriotique et que, loin de faire chanter l'Internationale aux soldats de l'An II, il fait réapprendre la Marseillaise aux ouvriers du XX^e siècle. »

On ne peut pas, n'est-ce pas, P.V.C., falsifier la Révolution française de 89 ? N'est-il pas plus simple de saboter la Révolution internationale d'aujourd'hui ?

Les manœuvres contre la C.N.T. et la F.A.I. Elles compromettent l'unité du prolétariat

Les manœuvres insidieuses contre la C.N.T. et la F.A.I., dont nous avions souligné certaines dans nos derniers numéros, ont pris un tour parfois assez vif la semaine passée.

La Soli a pu écrire qu'on se trouvait devant un vaste plan ayant pour but d'éliminer par la violence la C.N.T. et la F.A.I. de la scène politique.

La présence des délégués de la C.N.T.-F.A.I. dans les organismes officiels a contribué à la réalisation de certaines combinaisons politiciennes qui ressortissent dit, avec juste raison la Soli, davantage aux vieilles méthodes politiciennes plutôt qu'à la loyauté qui devrait inspirer tous les secteurs antifascistes, quelle que soit leur tendance politique.

La C.N.T. et la F.A.I. qui, pour battre le fascisme, n'ont pas hésité à faire provisoirement les plus grands sacrifices, se plaignent légitimement de n'avoir pas été payés de retour.

Devant les dissensions politiques nées de la défaite de Malaga, la C.N.T. avait préconisé pour resserrer l'union de tous les travailleurs, la constitution d'un gouvernement central du type syndical. Par la voix de Dolorès Ibarruri, — la Pasionaria — les communistes ont répondu. « La formation d'un gouvernement à type syndical serait la négation de tous les postulats socialistes ! »

A cela la Soli a répondu avec justesse que si la C.N.T. avait accepté d'entrer au gouvernement, ce n'était pas pour faire une politique marxiste, mais pour gagner la guerre et en même temps faire la révolution sur des bases acceptables par tous !

Si les autres partis n'acceptent aucun sacrifice, la victoire devient une utopie.

A propos de la situation militaire, on sait que depuis quatre mois que Madrid est assiégé, les anarchistes catalans ont tout fait pour intensifier leur apport moral et matériel en faveur de la défense de la capitale.

Sans arrêt la C.N.T. et la F.A.I. ont réclamé que toutes les armes détenues par les partis politiques en Catalogne fussent envoyées au front, et que les forces armées inutilisées — tels que gardes d'assaut, gardes civils, etc., fussent envoyées sur la ligne de feu. La C.N.T. et la F.A.I. n'ont cessé de réclamer également l'égalité d'armements pour tous les fronts et la récente offensive fasciste sur Guadalajara qui, si elle avait réussi, aurait mis Madrid dans une situation intenable, a fait rassurer combien nos camarades avaient raison de dénoncer le déplorable état d'abandon dans lequel avait été laissé le front d'Aragon. Ainsi est née, après celle de Durruti, la colonne Ortiz-Ascaso.

— Avez-vous progressé ?

— Après de pénibles et persévérants efforts et grâce à de témoins et nombreux coups de main, nous pûmes avancer jusqu'à Belchite, vers Teruel et occuper Montalban, région que nous laissâmes ensuite sous la garde de la colonne gouvernementale : Macia-Companys.

— Depuis des mois nous faisons un gros effort pour fortifier l'Aragon. Tous les villages sont fortifiés. Laissez-moi te dire que si, par impossible, les rebelles réussissaient à prendre quelques localités, ces succès partiels leur coûteraient chers en hommes, je te l'assure.

Rassuré par l'optimisme de notre ami, nous posons une question qui a déjà fait couler beaucoup d'encre.

— Que penses-tu de la militarisation des milices ?

— Dans les conjonctures présentes, la militarisation est absolument nécessaire, indispensable. Elle revêt une importance primordiale pour assurer la coordination des efforts. N'oublions pas que nos ennemis sont puissamment armés et que leurs opérations tactiques relèvent toutes d'un commandement unique ; il nous faut donc, si nous voulons les vaincre, discipliner notre effort afin qu'il en résulte une parfaite cohésion dans l'action entreprise.

La campagne de la C.N.T. a porté d'ailleurs ses fruits car, d'après des informations reçues de notre correspondant à Barcelone, nous sommes en mesure de dire que du côté de l'Aragon, la situation a été très sensiblement améliorée.

Peut-être un avenir proche nous confirmera-t-il par des faits ces réconfortantes nouvelles...

Il nous faut d'autre part signaler encore un incident qui fut pu avoir des conséquences politiques fort graves s'il n'avait été déjoué par la vigilance des militants de la C.N.T.

La semaine passée, des miliciens communistes appartenant à la caserne Vorochilov qui à Barcelone, relève de la division Karl-Marx, tentèrent par ruse de s'emparer de onze tanks qui se trouvaient en réserve dans un magasin. On conçoit l'émoi qui s'empara de nos camarades quand ils connurent cette étrange tentative — qui d'ailleurs fut un échec.

Une autre manœuvre d'ordre politique, celle-là, eut lieu tout récemment à Barcelone manœuvres toujours insidieusement dirigées contre la C.N.T. Il s'agissait de reprendre avec des formules nouvelles, les mots d'ordre de la C.N.T. mais en les dirigeant obliquement contre elle.

Immédiatement, la Confédération a réagi. Dimanche 14, une manifestation de propagande massive fut organisée dans les 200 salles de spectacle de l'agglomération barcelonaise. La représentation fut un instant suspendue, et un ou plusieurs militants de la Confédération prirent la parole dans chacune de ces salles.

Le résultat fut un véritable triomphe moral pour la C.N.T., qui a démontré ainsi qu'elle avait, malgré toutes les combines ourdies astucieusement contre elle, l'oreille de la masse catalane.

Il n'empêche cependant que toutes ces manœuvres, qui émanent de certains secteurs politiques, nuisent à l'unité indispensable des travailleurs dont la C.N.T. a raison de dire qu'elle est le gage indispensable de la victoire sur le fascisme.

La causerie de Sébastien Faure

Notre vieux camarade Sébastien Faure prend la parole pour une causerie sur l'Eglise et la Révolution Espagnole. Il dénonce le rôle infâme qu'a joué la presse dite d'information, accusant les anarchistes en Espagne d'avoir commis les pires atrocités envers les prêtres, et saccagé les églises.

Pour comprendre les réactions du peuple espagnol contre la religion il retrace le rôle de l'Eglise depuis plus d'un siècle, associée à la réaction pour asservir le prolétariat espagnol. Il explique que la haine profonde qui anime le peuple espagnol contre l'Eglise de plus depuis le début de la révolution les fascistes avaient transformé les églises en forteresses avec la complicité des prêtres et ceci justifie grandement la réaction des travailleurs incitant les églises. Notre camarade cite ensuite parmi les endroits où il a passé, les monuments et églises parfaitement conservés et transformés pour les besoins de la Révolution sociale et notre ami termine en faisant avec son élquence et son ardeur continuer à ressortir que nos camarades espagnols nous ont montré l'exemple de la lutte contre le capitalisme en abattant son plus fidèle soutien qu'est l'Eglise et la religion.

AVEC JOAQUIN ASCASO Président du Conseil de défense d'Aragon

Mes « fonctions » de délégué du Comité pour l'Espagne Libre et de l'U.A. m'appellent aujourd'hui au Conseil d'Aragon, dont le siège est à Barcelone, Calle Pelayo.

En gravissant l'escalier de marbre blanc qui conduit au « principal » où sont installés une partie des services de la « Junta de défense » d'Aragon, il me viennent à l'esprit d'essayer d'obtenir une interview de notre camarade et ami Joaquin Ascaso, président du conseil de défense d'Aragon.

Après que Joaquin Ascaso s'est enquis des amis du Comité en général, de Sébastien Faure et de Lecoin en particulier, qu'il a connus lors d'un séjour à Paris en octobre dernier, je me décide à lui poser la question qui me semble être de la plus brûlante actualité — tant les récents communiqués militaires témoignent de l'effort puissant tenté par les rebelles pour enfonce le front d'Aragon.

— Veux-tu me dire, pour les lecteurs du Libertaire, ce que tu penses de la situation militaire en Aragon ?

— Que les camarades français se rassurent. Si, pendant trop longtemps, pour des raisons diverses qu'il m'est difficile de rendre publiques, la constitution d'un gouvernement central du type syndical. Par la voix de Dolorès Ibarruri, — la Pasionaria — les communistes ont répondu. « La formation d'un gouvernement à type syndical serait la négation de tous les postulats socialistes ! »

A cela la Soli a répondu avec justesse que si la C.N.T. avait accepté d'entrer au gouvernement, ce n'était pas pour faire une politique marxiste, mais pour gagner la guerre et en même temps faire la révolution sur des bases acceptables par tous !

Si les autres partis n'acceptent aucun sacrifice, la victoire devient une utopie.

A propos de la situation militaire, on sait que depuis quatre mois que Madrid est assiégé, les anarchistes catalans ont tout fait pour intensifier leur apport moral et matériel en faveur de la défense de la capitale.

Sans arrêt la C.N.T. et la F.A.I. ont réclamé que toutes les armes détenues par les partis politiques en Catalogne fussent envoyées au front, et que les forces armées inutilisées — tels que gardes d'assaut, gardes civils, etc., fussent envoyées sur la ligne de feu. La C.N.T. et la F.A.I. n'ont cessé de réclamer également l'égalité d'armements pour tous les fronts et la récente offensive fasciste sur Guadalajara qui, si elle avait réussi, aurait mis Madrid dans une situation intenable, a fait rassurer combien nos camarades avaient raison de dénoncer le déplorable état d'abandon dans lequel avait été laissé le front d'Aragon. Ainsi est née, après celle de Durruti, la colonne Ortiz-Ascaso.

— A quelle date remonte ton départ sur le front ainsi que la formation des colonnes pour le front d'Aragon ?

— Ce sont les anarchistes — il est indispensable que tu me mentionnes — qui, les premiers, ont conçu et mis à exécution le projet de former et d'envoyer une colonne sur le front d'Aragon.

Siôt après l'écrasement de la rébellion à Barcelone, je fus de ceux qui, sous la direction de notre vaillant et regretté Durruti, partirent en direction de Bujaraloz, région que nous quittâmes peu après pour nous porter vers Caspe. Ainsi est née, après celle de Durruti, la colonne Ortiz-Ascaso.

— Avez-vous progressé ?

— Après de pénibles et persévérants efforts et grâce à de témoins et nombreux coups de main, nous pûmes avancer jusqu'à Belchite, vers Teruel et occuper Montalban, région que nous laissâmes ensuite sous la garde de la colonne gouvernementale : Macia-Companys.

— Depuis des mois nous faisons un gros effort pour fortifier l'Aragon. Tous les villages sont fortifiés. Laissez-moi te dire que si, par impossible, les rebelles réussissaient à prendre quelques localités, ces succès partiels leur coûteraient chers en hommes, je te l'assure.

Rassuré par l'optimisme de notre ami, nous posons une question qui a déjà fait couler beaucoup d'encre.

— Que penses-tu de la militarisation des milices ?

— Dans les conjonctures présentes, la militarisation est absolument nécessaire, indispensable. Elle revêt une importance primordiale pour assurer la coordination des efforts. N'oublions pas que nos ennemis sont puissamment armés et que leurs opérations tactiques relèvent toutes d'un commandement unique ; il nous faut donc, si nous voulons les vaincre, discipliner notre effort afin qu'il en résulte une parfaite cohésion dans l'action entreprise.

— Au début des événements, les camarades de Fraga, par exemple avaient supprimé la monnaie.

— Il vient de se tenir, en Aragon, un Con-

septé par nous que sous le contrôle des organisations révolutionnaires. C'est, somme toute, une question de responsabilité.

— A propos, quelles sont les relations des anarchistes avec les divers partis politiques ?

— Les rapports des diverses organisations d'Aragon sont excellents. Un très grand esprit unitaire règne ici, et la sympathie entre les militants est réelle. Au reste, nous avons nous-mêmes fait montre, pour la composition du Comité de défense d'Aragon, d'un très large esprit unitaire, comité qui est formé par six délégués de la C.N.T., F.A.I., deux pour le parti socialiste deux pour le parti communiste et deux pour les partis républicains.

— Comment conciles-tu ta qualité de Président du conseil d'Aragon avec tes convictions anarchistes ?

— Ta question, mon vieux, ne m'embarrasse pas le moins du monde.

— Je suis resté ce que j'étais hier, intégralement anarchiste. Mais avant d'être anarchiste, je suis révolutionnaire, et l'Aragon n'étant pas peuplé que d'anarchistes, nous

gênes des collectivités agraires, organisé par la C.N.T. Plus de 70.000 paysans y étaient représentés. Des questions de première importance y furent débattues, telles que l'organisation de la structure régionale, les rapports entre les municipalités et les collectivités etc.

— Les immeubles dans tout l'Aragon ont été municipalisés et donnés en usufruit.

— Quant à la terre, elle fut, pour les grands domaines, spontanément collectivisée par les paysans, en plein accord avec la C.N.T. et l'U.G.T. Exception faite cependant pour les petits propriétaires terriens, dont le travail s'effectue en famille.

— Touchez-vous des subsides du gouvernement central ?

— Absolument rien.

— Percevez-vous des impôts ?

— Jusqu'à présent nous n'avons rien été mis en fait d'imposition. Mais un projet est actuellement à l'étude. Impôts qui porteront sur l'établissement d'un carnet d'identité, par exemple, ainsi qu'une redevance que devront payer les commerçants, car quoi qu'il en soit il y a encore des commerçants en Aragon.

— Comment conciles-tu ta qualité de Président du conseil d'Aragon avec tes convictions anarchistes ?

— Ta question, mon vieux, ne m'embarrasse pas le moins du monde.

— Je suis resté ce que j'étais hier, intégralement anarchiste. Mais avant d'être anarchiste, je suis révolutionnaire, et l'Aragon n'étant pas peuplé que d'anarchistes, nous

avons dû faire quelques concessions dans l'intérêt même de la Révolution.

— Que ferai-je si la F.A.I. et la C.N.T. te demandent de résigner tes fonctions ?

— C'est en plein accord avec nos organisations que je suis au Conseil d'Aragon, c'est à dire que c'est en plein accord avec elles que j'abandonnerais immédiatement mes fonctions, à l'instar d'ailleurs, de tous les militaires de la C.N.T.-F.A.I.

— Les communes situées en Aragon anti-fasciste sont-elles nombreuses ?

— Nous avons près de 700 communes de notre côté, dont presque toutes sont exclusivement agricoles.

— On en sont les réalisations sociales ?

— Dans certaines agglomérations les réalisations ont été très poussées, frisant même en plusieurs endroits, le communisme libéral.

— Au début des événements, les camarades de Fraga, par exemple avaient supprimé la monnaie.

— Il vient de se tenir, en Aragon, un Con-

septé par nous que sous le contrôle des organisations révolutionnaires. C'est, somme toute, une question de responsabilité.

— S'imaginera-t-on bien, ce que peuvent avoir besoin là-bas, ceux que les « démocraties » ont largement abandonnés à leur sort et livrés lâchement aux horde sous les ordres du sanglant Franco.

— Imagine-t-on surtout le sort des enfants, ces innocentes victimes, à la suite des destructions systématiques des villes comme Madrid et Malaga et du massacre de leurs habitants.

— S'imaginera-t-on, enfin, toute l'horreur de ces pauvres petits, mêlés à ces abominations et pleurant le papa et la maman déchiquetés par la mitraille et enlevés à jamais de leurs tendresses.

— Cette solidarité, qui internationalement n'a pas joué comme elle le devait, doit dès maintenant se manifester à plein.

— Nous nous refusons à croire que les travailleurs de ce pays oseraient se désintéresser de nos petits orphelins.

— A mon avis, les événements qui ensanglantent l'Espagne, durent aussi longtemps que l'Angleterre et la France le voudront. Car, il n'y a aucun doute que les capitalismes anglo-français sont en parfait accord.

— Avez-vous dû, comme dans les grands centres, avoir recours au rationnement ?

— Non, d'aucune façon. Le ravitaillement s'est jusqu'alors opéré très facilement.

— Je voudrais te poser une ultime question : Quel est ton point de vue sur la durée de la guerre ?

— A mon avis, les événements qui ensanglantent l'Espagne, durent aussi longtemps que l'Angleterre et la France le voudront. Car, il n'y a aucun doute que les capitalismes anglo-français sont en parfait accord.

— Il semble évident qu'un triomphe fasciste n'est pas tellement désiré par les impérialismes franco-anglais. Et si cette seule menace inquiète la France et l'Angleterre, il y a longtemps déjà, je pense, que ces deux puissances auraient opposé leur veto.

— Mais, chose non moins grave que la menace rebelle, renforcée de complications et d'éventualités menaçantes du côté de Gibraltar pour l'Angleterre et du Maroc pour la France, il y a l'Espagne révolutionnaire.

— Dans certaines agglomérations les réalisations ont été très poussées, frisant même en plusieurs endroits, le communisme libéral.

— Au début des événements, les camarades de Fraga, par exemple avaient supprimé la monnaie.

— Il vient de se tenir, en Aragon, un Con-

septé par nous que sous le contrôle des organisations révolutionnaires. C'est, somme toute, une question de responsabilité.

— S'imaginera-t-on bien, ce que peuvent avoir besoin là-bas, ceux que les « démocraties » ont largement abandonnés à leur sort et livrés lâchement aux hor

L'UNION SACRÉE ÉCONOMIQUE EST RÉALISÉE

Aux racines de la guerre

LES LOUPS GRAS ET LES LOUPS MAIGRES

Le 8 mars, s'est tenu à Genève une séance de la Commission d'étude sur les matières premières.

Cette question des matières premières et de leur distribution équitable a été portée au premier plan par de récentes déclarations des deux impérialismes qui souffrent particulièrement du manque de ces produits bruts nécessaires à leur industrie : l'Allemagne et l'Italie.

La situation géographique, la succession des guerres, les investissements financiers, l'industrialisation relative des divers impérialismes et, en particulier, le dernier règlement de Versailles, ont livré aux divers impérialismes un certain pourcentage de la production mondiale de ces matières premières.

Nous référant à leur richesse en produits bruts, nous pouvons classer les impérialismes en deux catégories : ceux qui en possèdent et ceux qui n'en possèdent pas, les repus et les affamés.

LES REPUS

Cinq pays se partagent plus de 50 % de toutes les matières premières du monde. Ce sont les Empires britanniques, français et hollandais, les Etats-Unis et l'U.R.S.S.

50 à 100 % des matières premières suivantes sont entre les mains de ces impérialismes : houille, pétrole, fer, cuivre, plomb, zinc, étain, bauxite, nickel, soufre, caoutchouc, coton, laine, graines de coton, sésame, coprah, arachides, huile de palme, manganèse, chrome, jute, lin, phosphates, amiant. Ils produisent également des quantités considérables (de 25 à 50 pour cent) de : cuivre, graines de lin, pâtes de bois, tungstène, chanvre, sels potassiques, graphite. Pour trois seulement des matières considérées, la production de ces pays réunis n'atteint pas 10 pour cent du total : ce sont la soie, le coton et l'antimoine.

L'Angleterre possède en quantités suffisantes ou excessives 82 sur 37 des matières premières principales, les Etats-Unis 28 sur 37.

LES AFFAMÉS

Parmi les capitalismes disgraciés (Belgique, Tchécoslovaquie, Pologne, Suisse, etc.), trois surtout sont particulièrement infériorisés, si l'on tient compte du développement de leur industrie, de leur population croissante et de l'égoïsme féroce de leurs voisins rassasiés. Ce sont : le Japon, l'Italie, l'Allemagne. Pétrôle, caoutchouc, nickel, laines, leur font presque totalement défaut. Il a fallu l'avertissement d'Ethiopie productrice de laine qu'il fallait le plus pressant besoin, il a fallu le tocser d'une expédition coloniale pour que la question de la pauvreté des uns et de la richesse des autres soit, non pas résolue, mais exposée à une tribune européenne.

Le 11 septembre 1936, Sir Samuel Hoare, prenant la parole à la S.D.N., proposait l'ouverture d'une enquête internationale sur les matières premières provenant des colonies.

La discussion fut vivement étouffée pour rejoindre à la Chambre même des Communes sous l'impulsion de Lloyd George et du travailliste Lansbury. Le cabinet a étouffé l'affaire, et les impérialismes rivaux en sont encore à former des projets, les riches de défense de leurs rapines, et les pauvres de conquêtes de leurs droits.

L'INÉGALITÉ SANCTIONNÉE À VERSAILLES NE SERA BRISÉE QU'AVEC VERSAILLES

La question de la répartition étant à peine touchée par les impérialismes repus, les affamés précisent déjà leurs volontés dans la limite logique de leurs besoins. La jouissance des matières premières pour ceux qui en manquent reconnaît toujours le droit de restriction de la part de ceux qui les possèdent.

L'impérialisme anglais peut reconnaître à l'Allemagne le droit de disposer du caoutchouc qu'il contrôle dans une proportion de 58 %. Mais il se reconnaît en même temps le droit de vendre ce caoutchouc le prix qui lui convient, d'en étendre ou d'en rationner la jouissance, de s'introduire même indirectement dans la politique intérieure de l'Allemagne en lui imposant un régime d'échange, en jouant au patron magnanime qui, en fait, n'abandonne pas un de ses droits sur un protéariat qui vit de lui.

Et l'impérialisme allemand exige non seulement l'aumône des produits bruts, mais le contrôle de leur production. Il veut la jouissance politique des territoires en même temps que la jouissance économique des produits. Il exige le retour de ses anciennes colonies qui lui permettront de poursuivre, à égalité

viennent-ils les profiteurs de demain, la menace de conflit subsistera parce que leur ancienne qualité de volés n'exclut pas les principes du vol. Elle les pousse à devenir les voleurs.

Que peut en retenir le prolétariat ?

La simple certitude qu'il ne doit pas faire siens les égoïsmes de son capital, qu'il doit situer les responsabilités exactes dans le conflit qui se prépare entre les nations pauvres et les nations riches pour se désolidariser des unes et des autres à l'échéance de guerre.

Le prolétariat français ne doit pas payer la traite extorquée à l'Allemagne de Versailles. Déchirer le traité honnête, ce n'est pas éviter la guerre : c'est d'abord la reculer et briser en Allemagne l'unanimité hitlérienne. C'est desserrer les liens économiques qui lient le prolétariat allemand à son capitalisme, c'est lui rendre ses forces pour la bataille ouvrière.

C'est pourquoi le prolétariat français doit se dénier du rôle abject joué par son impérialisme, fleuron de la couonne de Versailles.

Il doit savoir que la lutte se circoscrit à la maigreur des uns et l'abondance des autres, non pour suivre dans la guerre les loups gras contre les loups maigres ou les maigres contre les gras, mais pour tuer la guerre en abattant les loups.

LUC DAURAT.

PAROLES D'OR ...

LE JOURNAL

Ainsi il aura suffi que le président du Conseil, au nom de l'intérêt national, fasse appel non plus à une majorité partisane mais à la Chambre tout entière, pour qu'une importante fraction de la minorité parlementaire, se dérant de ses préventions, réponde à cet appel.

L'INFORMATION

L'émission imminente, nous l'avons dit, est vouée à un succès exceptionnel et qui sera épique. Elle lie la politique des gouvernements à la nécessité d'emprunt, par une dépréciation nouvelle de la monnaie, une aggravation du service de l'emprunt, en capital et intérêt. L'épargne française cesserà sa théâtralisation stérile. Elle se ralliera devant une politique de libéralisme rassurante et devant la manifestation éclatante du relèvement du crédit public.

LE PETIT JOURNAL

Se refusant à toute polémique, ayant pour seul objectif cet intérêt de la Nation que la confiance des masses populaires lui a donné la mission de défendre, le président du Conseil, en un discours sobre, dépourvu, a lancé un émouvant appel du pays.

L'AUBE

Le gouvernement, dit M. Claude Leblond, doit réussir car dans les actuelles conjonctures politiques et sociales, lui seul peut gouverner. Nous ne sommes plus en juillet 1928. Son échec nous lancerait en pleine aventurier. Nous vivons un moment où les rivalités politiques doivent s'effacer devant l'intérêt national qui réclame l'adhésion de tous, beaucoup moins à un gouvernement qu'à une méthode salutaire — la seule — offerte pour la sécurité nationale, leur apportera le maximum de garanties.

Pour ma part, j'ai trop de confiance dans le bon sens et dans le patriotisme de la nation pour mettre un instant en doute le succès d'une opération de salut, qui doit rapprocher les Français dans une même foi ardente en l'avenir de la patrie. »

La fin de la crise

L'effondrement des prix des matières premières était une des manifestations de la crise, leur relèvement doit marquer la prospérité économique.

Le gonflement des stocks consécutif à une pénurie de demandes, est un autre signe de crise. Leur épaulement est l'indice d'un débordement contraire de la demande sur l'offre, par conséquent de la reprise.

La stagnation des capitaux, le taux élevé d'intérêt accompagne les déficiences d'une industrie en déclin. Leur mouvement et leur bon marché stimule et nourrit la production.

Or, nous constatons simultanément dans le monde un bond en flèche des matières premières, un épaulement rapide des stocks et des investissements de capitaux à des taux déclinants.

A nouveau, l'argent court après les produits, et le seul souci devient de canaliser le mouvement ascendant pour éviter une chute imprévue et rapide.

LA COURSE AUX ARMEMENTS EST LA RAISON DE LA REPRISE

Ni l'élévation du pouvoir d'achat des masses, ni les plans économiques n'ont causé la reprise. La réalité, beaucoup plus simple, repose sur une base moins saine. Un consommateur constant n'est pas le pivot d'une production constante. Il n'y a nulle rationalisation nouvelle dans les méthodes. La production continue d'être aussi dé-

sordonnée, aussi loin des besoins généraux qu'autravant.

Il y a seulement dans le monde un facteur nouveau : la course prodigieuse aux armements dont l'Allemagne vaincue a donné le signal, que l'Italie poursuit depuis de longues années et qui aboutit à la menace directe de l'Allemagne sur la Russie et la France, et de l'Italie sur les voies méditerranéennes de l'empire anglais.

Après sa défaillance éthiopienne, l'Angleterre impérialiste a passé tout le ridicule de son armement de parade. 1.500.000 de livres vont être jetées sur le marché industriel, en l'espace de cinq ans, pour l'armement anglais.

La France impérialiste n'ouvrira pas d'armement de parade de son allié en rapines versailles. La Russie emprunte le même chemin avec une ardeur d'impérialisme neuf.

Bref, les armements européens qui se financent par cent milliards en 1936, atteindront 250 milliards en 1937.

Sur ce terrain, on commence à comprendre qu'effectivement la crise industrielle est finie.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Les achats massifs de matières premières de la part de l'Angleterre ont déterminé une hausse vertigineuse.

Le cuivre qui était coté 49 livres le 31 décembre, passe à 76 livres le 10 mars. Pour les mêmes dates, le plomb passe de 28 livres à 36, le zinc de 19 à 36, l'étain de 23 à 300, etc...

On s'inquiète à Londres des mesures spéculatives qui sont à la base de ces « booms ». L'importance des demandes et les faiblesses de la production ne justifient aucunement ce débordement des prix, et l'on craint que l'afflux des capitaux dans tous les secteurs de l'économie, n'en accentue la tendance.

Après un long sommeil, une reprise où l'élément spéculatif se confond à l'élément sain, n'offre plus aucune stabilité. Les lois arithmétiques de l'économie sont plus que jamais faussées. La fin de la crise n'étant pas, en réalité, une reprise, mais une fièvre de productions stériles, il était naturel que le départ en fut marqué par une poussée des prix, par une curée au profit.

LA REPRISE, C'EST LA GUERRE

On nous a dit souvent que cette crise était la dernière des crises, une fébrilité productive qui n'absorbe plus le jeu normal de l'économie.

Or bien la production devait être réduite à la consommation, ou bien la consommation haussée à la production.

Le freinage de la production a fait en France avec Laval son expérience malheureuse : il fallait donc rejeter la solution déflationniste.

L'extension du pouvoir d'achat des masses, le relèvement de la consommation ont porté le Front populaire au pouvoir. Le plan du Rassemblement populaire prévoit un ensemble de travaux gigantesques. Une masse de chômeurs devait se résorber dans une production multipliée. Léon Blum ouvrait à la France l'ère de la reflation économique.

Le bénéficiaire de la reprise devait être le prolétariat et la petite bourgeoisie. Le pressurage des parts hautes classes, la mise au pas des trusts devaient assurer au gouvernement les moyens d'action nécessaires.

Mais, Léon Blum s'est heurté à matière plus rigide que sa volonté rénovatrice.

La haute bourgeoisie, en limogement Doumergue et Laval, avait compris l'absurdité d'une économie sans limite. Mais elle ne voulait pour rien au monde être l'outil d'une expérience socialiste. En abandonnant la déflation, elle liquidait une position absurde, ruinante pour elle-même, et elle détournait par le même coup l'arme de la colère ouvrière. Mais, dans son esprit, le changement d'orientation ne devait pas conduire à des changements de structure.

Malgré ses promesses et la méfiance ouvrière, la bourgeoisie industrielle impose à Blum la dévaluation. Elle dresse contre lui la Banque et la bourgeoisie d'épargne. Mais elle se procure pour elle-même un marché international plus souple, et d'une première soumission socialiste, des garanties d'asservissement pour l'avenir.

Elle impose ensuite au gouvernement une refraction à la mode impérialiste : la course aux armements.

Et, en fin de compte, elle se réconcile à la Banque et la bourgeoisie d'épargne, en imposant aux financiers du Front populaire, une stabilisation de fait de la monnaie, et un emprunt de la Défense nationale, c'est-à-dire pour le capitalisme industriel, une ouverture illimitée de crédits.

Tels sont les éléments de l'évolution du Front populaire et de la reprise industrielle, c'est-à-dire de la liquidation de la crise confiée aux « marchands de mort ».

La crise est finie. Les techniciens gouvernementaux sont les chefs d'un chantier qui dépasse tous les plans socialistes en activité et en étendue.

La stagnation économique qui est une mort d'étoffement, n'a pas fait place pour celà à un renouveau de santé.

La mort a changé ses formes. L'activité qui succède à la passivité, est aussi improductive de bien-être. Elle est une reprise dans le sens capitaliste, parce qu'elle rétablit pour la classe riche une marge convenable de profit.

Mais elle est une expérience condamnée parce qu'elle porte en ses flancs la plus effroyable des crises : la guerre.

Mais, qu'importe aux techniciens socialistes ou va la machine, puisqu'en bonne technique elle roule et qu'étant assis au volant, ils ont l'impression de la conduire.

LE CONTRÔLE DES AVOIRS ESPAGNOLS A L'ÉTRANGER

La junte du général Franco, d'après les messages de Séville, a publié un décret en vertu duquel les Espagnols résidant à l'étranger sont obligés de fournir les détails de leurs avoirs et de faire connaître les noms des banques où ces avoirs sont déposés.

Franco prétend ainsi jouer par avance les dictateurs et mobiliser le cas échéant des capitaux dont il n'a pas le contrôle. On sait de quelles mesures sont accompagnées d'ordinaire ces renseignements et mobilisations d'argent. Au même titre que l'estampillage de la peseta, cette mesure tend à renforcer le crédit personnel de Franco qui s'apprete à l'atterrir pour le cas où les capitaux « démocratiques » viendront à lui bouter s'il saisit quelque jour le pouvoir.

La répartition des matières premières

Nous remarquons que cinq des puissances (Angleterre, France, Etats-Unis, U.R.S.S. et Hollande) possèdent 50 % et plus des matières de première nécessité.

L'Angleterre et la Hollande possèdent un véritable monopole du caoutchouc.

L'Angleterre, la Hollande et l'U.R.S.S.

En réalité, ce sont les repus qui sont particuliers par raison du ventre et qui ne désirent pas plus la guerre internationale que le patron enrichi ne désire la guerre civile.

Seulement, ce sont les uns et les autres qui créent la guerre parce qu'ils en créent les raisons.

l'huile, la houille, le cuivre. Tout le reste lui fait presque totalement défaut.

Ce sont les loups maigres, les tribus spartiates où l'autoritarisme de la tête trouve sa raison toute simple dans la maigreur des flancs.

ANGLETERRE FRANCE ETATS-UNIS U.R.S.S. HOLLANDE ALLEMAGNE BELGIQUE AUTRES PAYS
Blé 23 % 9 10 21 4 1 33
Coton 24 % 49 7 22 20
Caoutchouc 58 % 37 5
Houille 25 % 4 34 8 22 7
Lignite 3 % 17 3 79 18
Pétrole 59 11 50 30
Fer 10 % 29 22 19 5 15
Cuivre 30 % 17 3 7 43
Etain 48 % 15 16 26

En face des cinq impérialismes repus, le reste du monde se partage les miséries miettes.

L'Italie produit du blé en suffisance. Elle manque de houille, de fer, de potasse.

L'Allemagne, exception faite pour la houille, le fer, manque de tous les produits indispensables à son industrie de transformation (pétrole, étain, nickel, caoutchouc, laine, coton, etc.).

Le Japon n'a que la soie, le chanvre,

ÉCRITS PROLETARIENS

UNE DEFAITE

THÉODORE AXOGUE à 44 ans et en paraît une cinquantaine. Petit, trapu, tête comme sur laquelle pousse une sauvage tignasse de couleur feuillage d'automne qui s'échappe de dessous son chapeau accusant fortement les années. Des yeuxverts, un peu trop grands. Le nez légèrement dévié vers la gauche. Deux brins de moustache roussâtre. Dentition complète mais désigurée par manque de soins. Imperméable et bas de pantalon (on ne voit pas le haut) accusent une grande fatigue. Axogue ne cesse de piétiner. Ses pieds lui font mal. Ses chaussures, achetées l'avant-veille chez Bata, ne sont encore brisées. Elles le serrent quand les crevasses les sillonnent. Le cirage n'a pas encore été renouvelé. Et il fait un temps de pluie.

Voilà près de vingt minutes que Théo est arrêté à l'angle du boulevard et de la rue de Sécheresse. De là, il voit l'horloge de la gare. 9 heures 5.

Cinquante mètres plus loin, de l'autre côté de la chaussée, la façade du « Mouton noir », Hôtel-Restaurant, occupe tout un pâté de maison. C'est là où travaille Axogue comme chef-cuisinier.

Il regarde la grande aiguille sautiller en tremblotant. L'heure tourne. Il sent un malaise l'envahir. Son cœur bat sourdement et sa respiration va suffisante. A chaque instant ses yeux brillent. Ses membres alourdis et les traits renfrognés, il s'en alla de chez lui. Sa femme s'était fait rabrouer; ni Berthe, son aînée préférée, ni Jacqueline, la cadette n'avaient réussi à le déridé.

Elles ne comprendraient quand même rien à son « drame ».

Machinalement, il tourne la tête vers la gauche, en descendant le boulevard. Sa respiration s'arrête, son cou s'allonge et ses yeux s'agrandissent et se rapprochent aussitôt. A quelque cent pas plus loin, Louis Merlin, cuisinier en chômage, s'amène à vive allure, une valise à la main. Une idée s'impose impérieusement à Théo : Merlin va travailler au « Mouton ».

La veille au soir, les cuisiniers de la ville, neuf en tout, s'étaient réunis, sauf Merlin, excusé pour maladie, pour discuter de leurs revendications. Dans toutes les villes importantes de France, les syndicats des cuisiniers avaient décreté la grève. Certes, à X. ils n'étaient pas assez nombreux pour se constituer en organisation, mais néanmoins Axogue avait pensé qu'un mouvement n'était pas impossible. L'un après l'autre, il était allé parler à ses collègues.

— Tu as vu à Paris, à Bordeaux, à Lille, à Marseille. Si on essayait, nous aussi, si bien sûr, on n'est pas nombreux, mais ça ne fait rien, en nous serrant les cordes. Ailleurs, ils sont 100, 500, 1.000, d'accord, mais les villes sont plus grandes aussi.

Le syndicat qu'il fut jadis avant la guerre à Paris, se réveilla. Mais tous ses efforts furent vains, on presque. Il n'avait pu les convaincre de l'utilité d'une action collective. Chacun présentait une demande individuelle. Quand après Axogue se coucha, il ne put trouver le sommeil. Ah, une grève, une belle grève, une vraie de vraie. Leur petit nombré importait peu, il pouvait s'entendre. Oui, s'entendre, nom de Dieu. Entre d'accord, pour une fois seulement pendant quelques jours — de ne pas se tirer dans le dos pendant une semaine. Personne n'est partant, bien sûr, on a tous nos défauts, mais ces gars là quand même, quelle saloperie. Lui, Axogue, était le mieux payé de la place, et tous n'avaient-ils pas déjà essayé de le faire sauter depuis sept ans qu'il travaillait au « Mouton ». Avait-il dû y mettre du sien pour leur

NOTRE PAGE

Notre page littéraire ne sera sans doute pas comme les autres. Ici l'on n'aura personne à ménager, ni à encenser. Il est même possible qu'elle ne soit pas littéraire au sens que l'on donne à ce mot. Elle sera prolétarienne d'abord.

Et l'heure où l'on oublie dans les partis politiques la lutte des classes, et où l'on voit se perdre, peu à peu, dans les organisations ouvrières le sens des classes, sur les prétextes d'une mystique de front populaire — d'affront populaire souvent ! — il est nécessaire de faire le point pour ce qui est des choses de l'esprit. On trouvera d'ailleurs assez peu de critique de livres ici et le plus possible il sera fait place à des textes d'auteurs prolétaires. Au risque d'encourir encore les reproches de

la cuistrieuse écrivaine qui volontiers rapelle les ouches d'autrui à la mesure de son imbécillité, nous donnerons les titres prolétariens de nos collaborateurs. Pourquoi ne dirions-nous pas Untel cheminot, alors que ces messieurs de l'élite affichent qu'ils sont de l'Institut, de l'Académie X. ou Y. ou de la Société des Gens de Lettres. Il n'est pas question de défigurer le métier. Le travail est une charge non un but de la vie. Mais il est important de noter que des travailleurs peuvent en plus de leur tâche tenter de s'exprimer, ne serait-ce que pour laisser entendre que le travail est un esclavage, du fait que trop d'oisifs n'ont qu'à se les rouler.

Henry POULAILLE.

parler, les exhorter, les supplier presque. Et le résultat... Il revoyait leurs faces de sorts qui reflétaient leurs pensées : lâcheté, veulerie, soumission, méchanceté. Fais grève, que je te prenne ta place. Outre que tous convergeaient la sienne du Mouton, d'autres combinaisons abondaient. Le chef de la Grande Brasserie louchait vers le Continental ; celui du Gourmet « travaillait » le Buffet de la Gare, etc. Et que je t'envole du grand ami et des poignées de mains à chaque rencontre.

A l'aube ses yeux brillaient. Ses tempes semblaient vouloir éclater. Ses membres alourdis et les traits renfrognés, il s'en alla de chez lui. Sa femme s'était fait rabrouer ; ni Berthe, son aînée préférée, ni Jacqueline, la cadette n'avaient réussi à le déridé. Elles ne comprendraient quand même rien à son « drame ».

Après avoir aperçu Merlin, Théo s'était mis automatiquement en route en direction du « Mouton ». Quant il eut traversé la chaussée, il se retourna. Merlin était arrêté devant une vitrine. Trois fois, Théo siffla : saligaud, entre ses dents et monta les deux marches du perron.

Au restaurant, activité coutumière. Son oreille est prête à réceptionner les éclats de la voix du patron ou de celle de la patronne. Mais silence, rien. Il descend l'escalier aux marches de pierre usées qui mènent à la cuisine. Son inquiétude s'est dissipée un peu. En bas, il est 9 h. 20. Jamais il n'est arrivé aussi tard. La plongeuse et la légumière qui bavardaient, se taisent brusquement. Le commis, un beau petit gars de 16 ans, mais un peu faîneant et bon à rien, lui dit bonjour d'une droite de façon, sans le regarder. Il s'était donc passé quelque chose avant son arrivée.

Il va se mettre en tenue de travail dans un réduit dénommé vestiaire, attenant à la cuisine. Ses membres tremblent. Il va moins vite que d'habitude pour se changer. Son oreille enregistre fidèlement ce qui se passe de l'autre côté. Les pantoufles de Pérösse traînent dans l'escalier, puis sur le carrelage de la cuisine. Les autres jours, sa voix rouillée empêtrait la maison du matin au soir. Aujourd'hui, rien. Silence complet, orageux. Axogue se hâte pour affronter l'adversaire sans tarder. Sa veste encore à la main, il entre en cuisine. Mais Pérösse est déjà remonté. Le cuisinier croit à une dérobade. Cela l'exaspère. Ses mouvements se font plus nerveux. Pendant un quart d'heure, il va et vient, ouvre et referme les tiroirs, découvre casseroles et récipients, fait couler les robinets, enlève et remet les rondelles du fourneau.

— Salauds, dégonflez, faut pas me faire chier aujourd'hui.

Pour la sixième fois il consulte le menu. Il n'aurait pas su dire ce qu'il contenait. Il se rend seulement compte d'une chose : il est

fort chargé. Puis, petit à petit, il se met au travail, presque à son insu. Mais la moindre futilité l'exaspère : un couteau pas à sa place ; une ébullition qui ne se fait pas assez vite ; une pelure de carotte sur le carrelage sur laquelle on peut glisser. Le commis prend sérieusement pour son grade et ne sait où se fourrer. Mais Théo a beau crier, et gestiquer, personne ne lui répond, même on semble trouver ça tout naturel. L'heure tourne.

Axogue commence à se rendre compte qu'il ne sera pas prêt pour midi. Sa mauvaise humeur s'en trouve augmentée. Mais en même temps il savoure une sorte de volupté qui le grise : il aura un motif pour s'empêtrer avec le patron.

Un garçon descend :

— Chef, un client voudrait une assiette anglaise.

Maintenant je n'ai pas le temps.

Après avoir parlé il tourne la tête. C'est Simon, un assez chic type, le seul avec qui il sympathise. Il regrette presque de l'avoir embauché. Mais Simon ne bouge pas. Après quelques secondes, il dit :

— Donne moi ce qu'il faut, je vais le préparer.

— T'as qu'à le chercher !

Sans répondre, Simon se met au travail.

Mais déjà Axogue regrette d'avoir cédé.

Au début du service, il prend sa revanche. La fille de la maison Monique, 23 ans, vient à la cuisine.

— Chef, je dois suivre un régime pendant quelques mois. Alors il me faudrait des légumes verts, de la salade cuite, des pâtes, des pommes nature, le tout sans sel. Pour aujourd'hui vous me ferez une petite purée sans sel, n'est-ce pas ?

Sans se retourner (il lave de la salade au-dessus de l'égout), il retorque :

— Pour aujourd'hui, je n'ai plus le temps.

— Mais alors, je ne dois rien manger ?

Théo a une réponse cruelle toute prête : « Vous pouvez toujours manger de la merde, vous n'avez pas besoin de moi pour ça. » Sa rancune le pousse à parler, mais il sait se maîtriser et se taire, ce qui est presque pareil.

— Mais votre commis ne peut pas la faire ?

— Mon commis est trop con...

Offusquée, la demoiselle remonte l'escalier. Elle a mal choisi son jour. Axogue la déteste. Belle, bête et prétentieuse. Quand elle venait à la cuisine, elle prenait garde de ne se frotter nulle part. Tout est gras et sale ici.

A chaque instant elle faisait sentir sa supériorité matérielle au personnel du « Mouton ». Championne locale de tennis et de ping-pong, elle avait sa propre voiture de course. Avec ma sueur, disait souvent Théo.

Il bouillonne. Il sent que son refus de faire la purée ne restera pas sans suite. Son intelligence cherche des arguments pour alimenter sa haine. Le travail est loin de ses pensées. Le commis s'est tellement fait entendre qu'il devra se défendre seuls, il est bien rare que leur destin soit d'aller loin...

On assure entre soi que l'Atelier était une ressée du premier livre. En somme des fonds tiroirs... Quand ce fut de la Ville au Moulin, on admît à priori que ça ne valait guère. Elle avait un livre dans le ventre et c'était tout... La critique fut assez rare. Plus rare encore pour le dernier paru... Et tant d'ouvrages sont mis

sur le marché que d'autres bouquins de beaucoup inférieurs, évincèrent les siens

gueuler dans la matinée, qu'il n'ose plus s'approcher du fourneau. Déjà plusieurs bons garnissent le tableau : une dizaine de couverts. Peu lui importe. Autre chose le préoccupé. Deux commises descendant pour enlever le poisson.

— C'est pas prêt ?

Théo étouffe, une grosse chaleur l'inonde.

La friture n'est même pas chaude et les soies encore dans la glacière. Il ne cesse de maigrir entre ses dents. Un mouvement brusque de main, gauche renverse le bain-marie contenant le jus du rôti. Un saut de côté lui évite d'être ébouillanté. Une gerbe d'impressions jaillit de ses lèvres.

— A ce moment, Pérösse, suivi de deux commises, descend hâtivement l'escalier.

— « Vous ne nous êtes pas brûlé, chef ?

— « Non ».

Véxit qu'on lui parle sur un ton aussi peu agressif, il disparaît au garde-manger.

L'une des commises rappelle à Pérösse que plusieurs clients attendent le poisson. Sans mot dire, le patron se met au fourneau et fait marcher les soles.

Théo revient en cuisine. En lui se livre un sauvage combat. A vrai dire, il était en tort.

Mais aujourd'hui, dans toute la France, les ouvriers faisaient grève. Oui mais alors, il n'aurait pas dû prendre le travail ce matin. Mais l'autre, Merlin, dans toute la France, le patron se pose sur le manche d'un couteau à désser. En quelques minutes la cuisine se trouve envahie. La moitié des clients est descendue.

Un grand gaillard, bien vêtu et parfumé, donc un monsieur, s'adresse à Théo :

— C'est votre droit de faire grève, mais au moins, permettez à Monsieur Pérösse de servir ses clients.

Théo n'a pas le temps de répondre. Un coup sur le crâne, asséné de derrière, le fait s'écrouler sur le carrelage. Il veut se relever mais un deuxième coup l'étend pour de bon.

Des rires éclatent, des femmes poussent des cris.

— « Ce n'est rien, les rassure le « Monsieur », dans quelques minutes, il reviendra. »

— Laissez-ça tranquille ! Il arrache l'araignée de la main du patron et tire la friture vers le bord.

Pérösse, encore plus petit que Théo, reste assailli. « Mais alors ? »

— Il n'y a pas de mal alors, d'abord, on va discuter, c'est grève aujourd'hui, je veux être augmenté, ça ne va pas se passer comme ça...

— Hein, mais il fallait me dire ça ce matin, maintenant il faut servir les clients.

— Je m'en fous !

— Et ne m'empêchez pas au fourneau, vous préviens !

— Ça alors ! mais qu'est-ce que vous voulez exactement ?

A l'idée que le conflit pourrait s'apaiser aussi vite, Théo sent une sorte de déception dégrader. Automatiquement, il renchérit sur ses exigences initiales. « Quinze pour cent et les heures supplémentaires payées ».

— « Mais c'est beaucoup, chef ! »

— « C'est à prendre ou à laisser ! »

— Enfin, écoutez, chef, faites déjà le service, on verra ça tout à l'heure.

Théo lâche vers trois heures. Humilié et honteux il s'en retourna aussitôt chez lui. A peine arrivé, le garçon de courses du « Mouton » frappa à sa porte : la lutte de congédiement.

Axogue porta plainte. Mais ni le commis, ni les femmes de cuisine, ni personne du « Mouton » n'ayant accepté de témoigner en sa faveur, il fut débouté de sa plainte et condamné aux dépens.

— Je ne fais pas le service tant que ce n'est pas accordé et signé.

Alors Pérösse s'empare dans une crise de rage. « Mais nom de dieu, je vais perdre ma clientèle par votre faute. Et puis tenez, vous aurez tout ce que vous voudrez, mais foutez-vous au travail, c'est tout ce que je vous demande pour l'instant ».

Les garçons et la patronne sont aussi descendus.

— « Deux clients ont demandé leur addition, dit cette dernière.

— « Ils sont partis ? hurle Pérösse.

— Ils s'en vont.

Pérösse s'écroule dans l'escalier. Son caillou fouille la salle de restaurant : pleine. Nom de Dieu, murmure-t-il. Tous le dévisagent, sauf quelques-uns qui mangent encore des hors-d'œuvre. Une idée le traverse. Il connaît bien l'état d'esprit de sa clientèle : forcierièrement hostile au mouvement gréviste qui secoue le pays.

— Mesdemoiselles, Messieurs : « Mon chef, pour faire comme tout le monde, vient de me mettre en grève. Mais non seulement, il refuse de faire le service, mais il empêche également quiconque d'approcher du fourneau. Je vous demanderai donc de m'excuser ».

On l'interrompt de toute part : « Inouï ! scandaleux ! inadmissible !

— « Mais on va le remettre à la raison », crie une voix, cinq hommes à une même table s'offrent pour accompagner Pérösse.

En bas, Axogue, apparemment impassible, n'a pas bougé de devant son « piano ». Pendant l'absence du mari, la patronne, une autre femme bien nourrie, se soulage en invectives et menaces.

En voyant arriver le groupe, Théo devine ce qui doit se passer. Instinctivement sa main droite se pose sur le manche d'un couteau à désser. En quelques minutes la cuisine se trouve envahie. La moitié des clients est descendue.

Un grand gaillard, bien vêtu et parfumé, donc un monsieur, s'adresse à Théo :

— C'est votre droit de faire grève, mais au moins, permettez à Monsieur Pérösse de servir ses clients.

Théo n'a pas le temps de répondre. Un coup sur le crâne, asséné de derrière, le fait s'écrouler sur le carrelage. Il veut se relever mais un deuxième coup l'étend pour de bon.

Des rires éclatent, des femmes poussent des cris.

— « Ce n'est rien, les rassure le «

NOTES SUR L'AMÉRIQUE DU SUD

Toute l'Amérique Centrale et du Sud — exception faite du Mexique et ceci avec beaucoup de réserves — se trouve placée sous des régimes d'oppression, avec interventions directes des forces armées, la menace de coups de force, et toujours sous la coupe de la réaction.

Examions comment agit cette réaction.

L'Amérique est connue comme la région des coups d'Etats militaires, des gouvernements de sergents. Mais quand les officiers gouvernent, ils cachent leur sabre derrière le bureau et revêtent l'habit civil. Pourquoi ?

Pendant la période 1910-1930, le courant libéral, la démocratie parlementaire, le suffrage universel se répandent dans toutes les républiques qui conservent un caractère plus ou moins fédéral par suite de la relative autonomie des provinces constitutives. Ces libertés permettent une intense propagande idéologique et la formation d'une certaine conscience de classe. Chaque pays peut se payer le luxe d'avoir quelques « uïquesses », quelques athéniennes, quelques « agitateurs ».

D'autre part, l'activité économique découlant de l'approvisionnement des pays belligérants dans la période 14-18 permet de liquider le chômage; de donner un standard de vie passable à l'ouvrier.

La révolution russe, l'occupation des usines en Italie et la résurrection ouvrière internationale mirent la bourgeoisie sud-américaine en garde et les libertés qu'elle tolérait apparaissent comme un danger; la casse militaire sentit ses privilégiés sapés et le clergé sentit diminuer sa clientèle.

La bourgeoisie habituée à vivre facilement se sentit désespérée et les éléments fascistes commencèrent à prôner leur médication propre à prolonger l'agonie du capitalisme.

Des spasmes sociaux transformèrent l'attitude de la bourgeoisie d'Amérique. Massacres de l'Iquique au Chili, semaine de janvier à Buenos-Aires, par exemple.

Maintenant, la répression est systématiquement organisée, des organes spéciaux de défense sont créés, des lois répressives et préventives sont dictées, l'ère du préfascisme est ouverte.

Mais la dictature militaire, l'aventure fasciste avec ses prétendus « ducs » et « führer » qui dérangent la digestion par leurs extravagances et qui constituent une sorte de gauchisme de la bourgeoisie, ne conviennent pas au capitalisme.

Il se fit donc un mélange de cultures permettant de tranquilliser la bourgeoisie et la politique démagogique.

L'autonomie provinciale se voit régulièrement soumise à des altérations par l'intervention du gouvernement central.

Les barrières douanières, le paiement des créances pour l'extérieur, le change, la défense et la régularisation de la production nationale, etc., sont autant de problèmes permettant d'appliquer différentes mesures inspirées des principes d'une Economie Nationale dirigée en même temps à des mesures de politique dirigée.

L'Etat libéral bourgeois se transforme chaque jour en un gouvernement central capitaliste en relation directe avec les grands trusts. Et ainsi nous avons une sorte d'oligarchie militaro-bourgeoise qui gouverne par les voies d'une démocratie dirigée.

Il y a certes encore le suffrage universel, un parlement représentatif, mais chaque élection doit inévitablement amener le triomphe du parti ou des personnes que le pouvoir central veut désigner. Pour arriver à ce but, les moyens illégaux ou violents sont utilisés : distribution massive de documents électoraux, pressions et actes terroristes contre les partis de l'opposition.

L'Argentine donne un excellent exemple de cette situation. Le général Uriburu devant l'opposition à sa dictature — sept. 1920-février 22 — convoqua des élections, mais fixa des règlements tels que les partis radicaux durent renoncer à la lutte alors qu'ils avaient de grandes chances de succès et que son candidat triomphait : le général et ingénieur Agustín. Ensuite la machine constitutionnelle se remit en marche et la majorité parlementaire composée aux deux tiers de partisans d'Uriburu avec une opposition molle de socialistes heureux du désertement des radicaux. Lors des élections provinciales partielles qui suivirent, les radicaux reprirent la lutte, mais encore une fois, la victoire.

lence de pouvoir central fit que les 70 % de la population qui avaient voté pour les radicaux se trouvèrent finalement en minorité.

En Uruguay, le président Terra se maintint au pouvoir par la force et « dirige » les élections qui doivent assurer le renouvellement son mandat.

À Brésil, le président Vargas, nettement minoritaire, fut cependant « plébiscité » !

Au Chili, la bourgeoisie libérale, pour mettre fin à la longue série de coups d'Etat et de révoltes militaires, place au pouvoir le libéral Alessandri qui fut un véritable prisonnier du capital, principalement allemand et yankee; au Pérou, enfin, le dictateur ayant vu triompher le candidat du centre adverse, opposa purement et simplement son veto.

Dans tous ces cas, on voit la classe dirigeante essayer de donner un caractère démocratique à sa dictature.

C'est que l'illusion de la démocratie permet d'éviter ou de freiner l'action directe des forces ouvrières.

En Bolivie et au Paraguay, le mécontentement de l'après-guerre avait fait jaillir des insurrections populaires, des germes de rébellion existaient chez ceux qui revenaient du front. Au Paraguay, le colonel Franco, appuyé par les communistes, prit le pouvoir avec la promesse de distribuer des terres, d'organiser une « armée du travail » dans des zones quasi-désertiques. Pratiquement, cela aboutit à créer de véritables camps de concentration du type bolchevique ou nazi... à la dictature sous l'égide du capital anglo-argentin. L'allié bolchévique fut liquidé et les centres libertaires qui commençaient à s'organiser un peu partout furent interdits. Par la suite, des élections « libres » assurèrent le triomphe définitif du gouvernement national-révolutionnaire.

En Bolivie, le colonel Toro se mit également à la tête des mécontents et, avec l'aide des libéraux, des socialistes et des communistes, organisa un cabinet dans lequel le ministre du Travail, au lieu d'être un représentant des organisations ouvrières, tourna peu à peu en un admirateur de Mussolini et crée ses groupes de policiers pour rétablir l'ordre public, cependant qu'il « préparait » les élections au suffrage universel.

Dans ces conditions, on s'imagine l'ambiance dans laquelle se développe le mouvement anarchiste et syndicaliste-révolutionnaire. Sous la consigne d'Union Sacrée Nationale, tout est permis contre ceux qui osent poser des revendications sociales heurtant les intérêts du grand capital international.

Le mouvement libertaire voit toutes ses manifestations interdites. L'étouffement des poussées révolutionnaires est bien organisé. Les garanties constitutionnelles n'existent, en fait, que pour les soutiens des gouvernements.

Cependant, la presse anarchiste vit malgré la répression. Affiches, tractes, brochures, journaux et bulletins sont nombreux et on sent que le prolétariat, furieux de toutes les manœuvres politiciennes, cherche à se rassembler autour des organisations libertaires.

Aux méthodes réformistes ou de collaboration de classe, les travailleurs sud-américains se tournent vers les méthodes révolutionnaires, féodalistes, d'action directe.

Le syndicalisme, ligoté par l'arbitrage obligatoire des tribunaux légaux, guillotiné par l'emprisonnement de ses meilleurs militants, ne se manifeste plus que par des syndicats officiellement tolérés.

Nos organisations clandestines couvrent le pays d'un grand réseau. Le syndicalisme révolutionnaire se montre brusquement hors des grands conflits.

Nous avons cependant énormément à apprendre des expériences dès autres pays de France en particulier.

Notre illégalité ne doit pas nous pousser vers des solutions fausses : l'illusion de la démocratie bourgeoisie, la croyance en une formation de Front Populaire qui, suivant une vieille expression « fait pénétrer le diable dans le peuple ».

Une seule voie s'ouvre à nous : la marche vers l'insurrection, la lutte vers l'émancipation totale.

José Lunazzi,
de la Fédération Anarchiste
Communiste Argentine.

La voix des chômeurs

« Rien de grand ne saurait sortir d'un mouvement ouvrier conduit par des politiciens. » Georges Sorel.

Cet aphorisme est toujours vrai, et il en est de même avec le mouvement des chômeurs. Bien des promesses nous ont été faites et jamais tenues. Lors de la foire électorale, bon nombre de salmistes sur les tréteaux, tels que de vulgaires charlatans, avaient, afin de piéger les voix des bons gogos de chômeurs, promis monts et merveilles aux sans-travail.

Nous avons été les seuls pour démontrer qu'il ne fallait pas tomber dans le panneau des fatigues de tous poils, et pour dire que les chômeurs ne devaient compter que sur eux-mêmes et sur leur propre action.

Les faits attestent que nous avions raison. Au moment où ces lignes paraîtront, une aumône sera (peut-être !) octroyée aux chômeurs de la Seine, tel un os qu'on jette au chien pour l'empêcher d'aboyer, en omettant d'accorder cette aumône aux chômeurs des autres régions du pays dont nous sommes solidaires, et cela, dans le seul but de nous diviser.

Quant au travail — que les hors de la production exigent avant tout — il est renvoyé aux calendes grecques.

Pas d'argent, dit-on. Toujours le même refrain et pourtant des milliards sont jetés dans le gouffre de la guerre.

Mais comme les tromperies ne durent qu'un temps, quelques pantins, inquiets, paradent de nouveau sur les planches et nous disent : « Ce n'est pas de notre faute si vos revendications n'aboutissent pas ; c'est nos « frères » d'à côté qui en sont cause, car nous, au contraire, nous sommes adversaires de la paix. »

Assez de démagogie, car si vous avez quelque chose dans le ventre, vous mettriez vos actes en conformité avec vos paroles et vos écrits. Hélas !

Pour rafraîchir la mémoire de ceux qui nous lisent, rappelons-leur cet écrit de Marat, lors d'actualité :

« Toi laisseras donc toujours duper, peuple bâillard et stupide, tu ne comprendras donc jamais qu'il faut te méfier de ceux qui te flattent. »

Pourquoi ceux qui nous prêchent constamment la patience n'abandonnent-ils pas leurs gros émoluments dans les caisses vides afin de ravitailler un peu mieux les miséreux ?

Que les ronds-de-cuir du Parlement, ainsi que les gros appointés qui nous barent sans cesse, avec la résignation, fassent montre d'exemple ! Alors, ils pourront parler de patience.

Mais parlons bien que les conseillers ne seront pas les payeurs et qu'ils s'y refuseront d'autant que leur devise est tout indiquée :

« Que crèvent les chômeurs ! Pourvu que le Front Populaire vive. »

O. Descamps.

C. G. T. S. R.

UNE LETTRE À LA C.G.T.

A la Commission administrative de la Fédération du bâtiment C. G. T., 211, rue Lafayette, Paris.

La vieille Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics de France et des Colonies, siège 33, rue de la Grange-aux-Belles, Paris, adhère à sa centrale la C. G. T. S. R., à son Internationale Syndicale I.A. I. T., après délibération sur les incidents multiples qui se déroulent dans les chantiers et ateliers entre nos fédérés et nos adhérents qui prétendent être expulsés des lieux de travail, en raison d'ordres reçus de vous notre Commission Exécutive à décider de nous adresser la lettre suivante :

« Nos Syndicats, notre Fédération sont décidés à défendre par tous les moyens le droit au travail de leurs adhérents.

« Notre organisation régulièrement constituée depuis le Congrès de Saint-Etienne en 1908 dépend aujourd'hui comme hier l'indépendance du mouvement ouvrier et le Syndicalisme Révolutionnaire.

« Ce sont les raisons pour lesquelles en accord avec les décisions de notre Centrale nous ne sommes pas rentrés dans votre unité.

« Sont-ce là les motifs de votre attitude à l'égard de notre mouvement et de nos Syndicats ?

« Nous vous informons que nous ne pouvons plus tolérer les brimades et l'atteinte au droit à la vie dont nos membres sont les victimes tous les jours, en conséquence, vous garderez la responsabilité des incidents qui se produiront inévitablement si vos méthodes ne changent pas.

« Il nous semble que les Syndicalistes Révolutionnaires sont quand même plus combattifs que les Syndiqués chrétiens ou professionnels contre lesquels nous n'exercerons nulle représaille.

« Notre Bureau Fédéral insiste pour que vous preniez cette lettre en considération alors qu'il est encore temps et il se tient à votre disposition pour la précision des faits incriminés.

« Recevez nos saluts syndicalistes révolutionnaires. »

Pour et par ordre,
le secrétaire général : A. Lucas.

NOTRE LIBRAIRIE

Réservez au Libertaire vos commandes de brochures et de livres.

En vente

De Lénine à Staline, Le Grapuillot. 10fr.

Dossier des fusilleurs (après le 30 juin de Staline). 5fr.

Mea Culpa, par Louis-Ferdinand Céline. 75fr.

Ce qu'est devenue la Révolution russe, d'Yvon. 2fr.

Retour de l'U.R.S.S., d'André Gide. 75fr.

Désobéir, par Vlaminck. 12fr.

Refus d'obéissance, par Jean Giono. 65fr.

Les Damnés de la Terre par Henry Poulain. 18fr.

Le Pain Quotidien par Henry Poulaillé. 15fr.

Destin d'une révolution, de Victor Serge. 18fr.

L'Education sexuelle, de Marceau. 15fr.

Evolution et Révolution, de E. Reclus. 15fr.

La Conquête du Pain, de P. Kropotkin. 15fr.

La Douleur universelle, de S. Faure. 15fr.

L'Ethique, de Kropotkin. 18fr.

La Révolution espagnole et l'impérialisme, de Jean Bernier. 15fr.

La Grande Retape, d'Aurèle Patorni. 10fr.

La véritable révolution sociale, Sébastien Faure. 12fr.

Buenaventura Durruti, la brochure française : 1fr. 50.

La Grande Retape, Aurèle Patorni : 10fr.

Les Fécondations criminelles, A. Patorni : 6fr.

Le Rire dans le Cinéma, A. Patorni : 6fr.

Destin d'une Révolution, Victor Serge : 18fr.

Dieu et l'Etat, de Michel Bakounine : 1fr. 50.

L'anarchie, sa philosophie, son idéal, Pierre Kropotkin : 1fr. 50.

LE PREMIER DEVOIR DU MILITANT EST DE S'ABONNER AU « LIBERTAIRE »

Jeunesse

A anarchiste

Communiste

LE FRONT RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Lorsque le Gouvernement actuel cesse de s'inspirer du plus plat herétisme, il versera dans le nationalisme chauvin des Laval et des Tardieu. Mais avec plus de hardiesse, plus de cynisme, on a le prolétariat derrière soi, on ne l'en pas.

Depuis longtemps, Blum ne songe plus à rechercher les meilleurs moyens d'éviter la guerre, mais avec persévérance, avec toute son honnêteté, et sa sincérité, il recherche les meilleurs moyens de la gagner.

S'unir à de fortes puissances comme l'Angleterre et les États-Unis, solidifier ces unions, mettre beaucoup de canons et d'avions du côté de notre chère Patrie semble être le souci dominant et la base de toute politique chez notre Président et la conférence de Raymon Le Loch, 154, rue Saint-Antoine.

XIII^e. — La réunion est remise en raison de propositions faites par des membres des J.C. démissionnaires, désirant adhérer à notre groupe.

XIV^e. — Réunion tous les mercredis, 20 h. 30, 69, rue Broca.

VII^e et VIII^e. — Un groupe est en formation. Se référer au prochain communiqué. Pour les adhésions, écrire à Escabas au « Libertaire ».

IX^e. — Avec le groupe de l'

**La seule riposte
qui s'impose :**

LA GRÈVE GÉNÉRALE

**Les bureaucrates apaisent
Les syndiqués luttent**

Le nouveau communiqué de la Commission Administrative de la C.G.T. est extrêmement patriotique : un quart de million de francs puissé dans les cotisations ouvrières vont être offerts à la bourgeoisie française pour assurer le succès de l'emprunt de la Défense Nationale. En attendant d'envoyer les ouvriers se faire mobiliser, les Jouhaux et Frachon viennent généralement les caisses syndicales au profit des marchands de canons et des entrepreneurs de fortifications.

Gare à vous d'ailleurs, ouvriers, si vous trouvez que cela n'est pas parfait. Les camarades de la minorité des Métaux sont en train de s'en apercevoir. Eux qui avaient signé un manifeste estimant qu'il y avait trop de capitulations dans la tactique des bureaucrates syndicaux (et non de la C.G.T.) les voilà condamnés par une assemblée de secrétaires et délégués de sections qui évidemment n'avaient reçu aucun mandat des usines représentées. Mais le verdict est habilement inséré entre une protestation contre le blocus de l'Espagne et des louanges au Front Populaire, avec une insinuation bien claire tendant à faire croire aux travailleurs que cette minorité est sympathisante au fascisme.

La même infâme a d'ailleurs été au préalable diffusée à des dizaines de milliers d'exemplaires par tract dans les usines métallurgiques de la région parisienne. Il va de soi que les bonzocrates du Bureau Syndical qui ont signé la saloperie en question se sont bien gardés de consulter les Commissions exécutives, ou les délégués d'usines : ils savent qu'ils seraient tombés sur un beau bœuf de gaz ; le brouillage de crânes ne réussit pas que par une longue préparation.

Alors, les Timbault, Costes et autres Doury commencent par lancer un tract sol-disant contre les « diviseurs et les provocateurs ».

C'est à nous deux anarchistes que la bureaucratie attaque en premier lieu : nous sommes fiers et heureux de les avoir faits sortir de leurs bureaux douillettement chauffés et de les rendre anxieux par la perspective de voir leurs gras postes leur échapper.

Les bureaucrates prétendent que les signataires du manifeste n'ont rien fait en juin 1936 : ils sont compétents en fait d'action, ces serfs du syndicalisme, dont tout le souci à l'époque fut, suivant la fameuse parole de Thorez, leur grand chef, celui de « savoir liquider une grève à temps ».

En ce qui concerne l'intérêt patronal animant soi-disant les minoritaires, il suffira d'évoquer entre eux, un des signataires, Guyard, licencié par la direction de Sautier-Harlé, quelques jours après la fin du mouvement dans cette boîte.

Ils ne manquent pas de culot, les cumulards de la bonzocratie et du Parlement, en parlant de la contemplation du « nombril », devenu le centre du monde ». On commence à les connaître dans les milieux prolétariens ces organisateurs de souscriptions syndicales pour se faire offrir des voitures comme Costes et Timbault, ou se faire envoyer des télégrammes de félicitations hors de leurs propres anniversaires, quand ce n'est pas pour fêter le cinquantenaire de leur femme ou de leur belle-mère.

Non, décidément, l'attitude d'« unir, unir, unir » ne sied pas beaucoup aux profiteurs du syndicalisme que l'on connaît brutaux et sectaires.

D'ailleurs, tous les jours, les faits se chargent de démontrer que les minoritaires ont raison en affirmant que les directions confédérales poussent à la capitalisation et qu'il faut constamment leur opposer la lutte de classes à la base.

Ainsi, chez les mineurs, tout le monde se souvient encore des exhortations des dirigeants du Nord, pour amener les esclaves du sous-sol à renoncer à la semaine des 40 heures, à faire des postes supplémentaires, dans l'intérêt national. La réponse n'a pas tardé à venir : cette semaine, les puits de Clarence vont être fermés, le personnel va être en chômage, la direction trouve les charges sociales trop fortes ; il n'est plus question d'intérêt national.

La même tactique du lock-out vient d'être appliquée dans l'industrie du jouet-métal ; les ouvriers avaient accepté un super-arbitrage qui les réduisait au chômage partiel. Les patrons se sont moqués des ouvriers si conciliants et du super arbitre lui-même ; les portes des usines restent fermées ; le socialiste à l'Intérieur, Marx Dornoy, n'a garde d'intervenir, contre ce lock-out illégitime, il réserve ses agents pour brutaliser les grévistes.

Il vient de faire évacuer brutallement les usines de Paris appartenant à la Société industrielle des Téléphones. Les cars de la police ont défoncé les portes ; c'est à coups de matraque que les ouvriers ont été chassés de l'atelier. Pensez donc, ils avaient pris le droit syndical au sérieux ; ils se défendaient contre le licenciement du militant responsable du travail syndical dans les quatre établissements appartenant à cette société.

Mais enfin, en France, le Front populaire ne fait que maîtriser ; en Tunisie, il assassine. Nos camarades mineurs ont vu massacrer 19 de leurs : parce qu'ils trouvaient que 10 francs par jour, c'est trop peu ; que les lois sociales devaient s'appliquer à eux comme aux autres travailleurs ; que les bagnards des sections d'exclus » ne peuvent être employés dans les mines de Tunis déprimant les misérables, saillies par le travail d'orc.

Quelle coïncidence ! La nouvelle des 19 assassinés fait largement le « Populaire », organe du parti qui a en main les ministères les plus importants et les plus responsables de ce massacre. Or, c'est ce même « Populaire » qui avait abrégé les louanges de Magdeleine Paz sur l'œuvre socialiste aux colonies. Allons-nous voir cet écrivain et ses confrères, si actifs dans bien des causes et procès odieux, allons-nous les voir intervenir ?

Il est bien à craindre que le silence de ces meilleurs persiste. Bonzes et intellectuels s'entendent quand leur domination est en cause. Mais aux prolétaires, il appartient d'ouvrir les yeux, de ne plus compter sur les philanthropes parlant en leur nom ; à eux de reconquérir leurs organisations syndicales, seules garanties de luttes aujourd'hui, de victoires demain.

N. LENOIR.

Le libertaire syndicaliste

UNE "INNOVATION"

La C.G.T. a son budget de guerre

Nous espérons faire la nouvelle parue dans la presse la semaine dernière, selon laquelle le concours des syndicats ouvriers et paysans était promis aux comités départementaux chargés d'organiser la propagande pour la réussite de l'emprunt dit de défense nationale.

Nous avons dû, depuis, nous rendre à l'évidence en en trouvant l'éclatante confirmation dans le compte rendu de la réunion de la commission administrative de la C.G.T., qui se termine par cette décision à laquelle on s'est efforcé de donner une tournure andine : « Une mission à l'emprunt national de 250.000 francs a été votée. »

250.000 francs, pour un budget comme celui de la C.G.T., c'est, bien entendu, une bagatelle ; aussi n'est-ce pas l'importance de la somme qui nous indigne, mais bien l'adhésion de principe à la politique de reniement du gouvernement de Front populaire, qui, de plus en plus prisonnier de la haute mercante, préfère réaliser sur le dos des travailleurs les milliards destinés à alimenter le budget de la guerre au lieu de toucher au capital.

Et si l'est trouvé à la commission administrative de la C.G.T. trente-cinq militants responsables, trente-cinq renégats qui ont abusé des prérogatives qui leur sont conférées pour lier, par une contribution massive et sans consultation préalable, le sort de la classe ouvrière de ce pays aux destinées de la politique progressiste qui exige notre impérialisme.

Qui aurait pu prévoir qu'un jour, par simple décision de quelques bureaucrates transissant leur mandat, les cotisations syndicales serviraient à « nourrir la guerre » ; que les articles leaders du journal de la C.G.T. seraient consacrés à faire la relève pour l'emprunt auprès des capitalistes, auxquels Alice Jouenne susurre : « Préférez-vous à la douleur des meurs démocratiques de notre pays la brutalité d'un Mussolini

qui s'empare, sans explication, des capitaux qui exige sa politique impérialiste ?

Le ministre de la Guerre, Daladier, a dû bien regretter que pareil langage n'ait été tenu au micro entre le discours du cardinal Verdier et celui du bipard Herriot venu, une fois de plus, au chevet de la mère malade.

Qui se serait douté que *Le Peuple* serait destiné à couvrir cette trahison par l'insertion de placards patriotes et trompeurs où l'on lit : « Français, tous vous êtes solidaires pour défendre VOTRE sol, VOTRE travail, VOTRE avenir... » ?

Jusqu'à ce jour, le syndicalisme avait précédé que le travailleur salarié, ne possédant rien et n'ayant par conséquent rien à défendre, aucune communauté ne pouvait exister entre lui et son exploitateur capitaliste. Il dénonçait cette formidable fumisterie qui consiste à masquer les rapines impérialistes sous des formules comme celles de la défense du sol, du patrimoine national et autres fuites, auxquelles il opposait l'internationalisme prolétarien.

Or, il paraît que depuis l'avènement du Front populaire au pouvoir, ces conceptions sont périmentées et désuètes. Nous avouons ne pas comprendre.

Le « réalisme » du Front populaire a-t-il fait disparaître les antagonismes de classe ? Sous le gouvernement démocratique à direction sociale, l'exploitation de l'homme par l'homme a-t-elle disparu ? Le veau d'or ne reste-t-il tout-puissant ?

Et c'est pour assurer la défense d'un tel régime que l'on invite les travailleurs à contribuer de leurs maigres deniers à la fabrication des engins de morte dont ils seront les premières victimes ?

C'est pour cela que l'équipe confédérale a voulu que la C.G.T. ait son budget de guerre ? Pourquoi pas bientôt sa commission de préparation

tion militaire et son comité pour la renaissance des retraites patriotes d'avant guerre ?

On est pour la défense nationale ou on ne l'est pas et nous voyons très bien nos « va-t'en guerre » confédéraux solliciter l'adhésion des militaires de carrière à la C.G.T. A quand le syndicat des rempiles ?

Quoi qu'il en soit, cette nouvelle faillite montre qu'il est urgent de dresser un barrage solide au courant meurtrier qui nous entraîne vers le sentier de la guerre.

Partout la protestation ouvrière doit s'affirmer nette, brutale contre les dirigeants incapables de prendre leurs responsabilités pour exiger, par une manifestation de rue, que cesse le blocus de l'Espagne ouvrière, tandis qu'ils sombrent dans la pire des abdinations patriotiques.

Que tous les syndicalistes sincères imitent l'exemple du camarade dont nous publions ci-dessous la lettre, prise parmi d'autres nombreuses lettres protestataires, trouvées dans notre courrier.

Avant lu dans la presse que la C.G.T. participait pour 250.000 francs à l'emprunt de la Défense nationale et autorisait les délégués syndicaux à participer aux comités départementaux pour l'emprunt, j'ai aussitôt rédigé une protestation que je vais faire signer par le maximum de camarades syndiqués. J'enverrai ensuite celle-ci au Comité exécutif de notre section pour transmission au Comité fédéral et je demanderai également la publication de cette protestation sur nos journaux syndicaux. Si l'idée vous paraît bonne, je vous demande de publier dans votre prochain numéro un appel pour la généralisation de cette riposte, car nos cotisations ne doivent pas servir à la préparation de la prochaine.

G. A...

Voilà qui est fait.

N. FAUCIER.

AU CERCLE SYNDICALISTE LUTTE DE CLASSE

Le Cercle Syndicaliste Lutte de Classe a commencé sa dernière réunion à la question de l'arbitrage obligatoire.

Le rapport du camarade Galopin (métaux), admirablement clair et solide situe tout d'abord dans son cadre la loi d'arbitrage obligatoire et montre qu'après le vaste mouvement de grèves de juin, elle est née en une période de contre-offensive du patronat, de défensive, par conséquent, pour la classe ouvrière.

Galopin rappelle ensuite l'attitude des organisations syndicales d'avant-guerre devant l'arbitrage obligatoire : condamnation du projet de loi Millerand par le congrès de la C.G.T. en 1901, circulaire de la Fédération des Bourses du travail déclarant que par une telle loi « c'est l'opposition de la minorité consciente, intelligente et hardie qui est visée ». Après la guerre, c'est l'Internationale syndicale rouge qui, reprenant les traditions révolutionnaires, combat énergiquement l'arbitrage obligatoire, en particulier dans son congrès d'avril 1928. Enfin, l'orateur rappelle qu'il y a quelques mois à peine, en juillet dernier, Croizat, secrétaire de la Fédération des Métaux, condamnait formellement en un projet de loi toute clause d'arbitrage obligatoire.

Le rapporteur montre qu'en Allemagne, de 1926 à 1933 presque tous les mouvements revendicatifs ont été freinés par l'organisation syndicale (forte de 4 millions d'adhérents) au nom de l'arbitrage obligatoire.

En Espagne, lors des grandes grèves des métiers de 33-34, les gouvernements Leroux et consorts utilisèrent la loi d'arbitrage du précédent gouvernement Caballero contre la classe ouvrière. En Suède les métallos ont sans cesse été mis en échec par une loi analogue. De quelle côté qu'en se tourne, les compromis réalisés l'ont toujours été contre les intérêts ouvriers. Et chez nous ? L'orateur rappelle les clauses principales de la loi bâclée par le Parlement en décembre 1936. Il lit la liste des 31 super-arbitres qu'aucun journal n'a publiée et où figuraient les hauts magistrats et autres professeurs à la faculté de droit. Il passe en revue les premiers résultats : Pompey, Lille, Merville, Maubeuge, Sochaux pour les métallos, Maggi pour l'alimentation, Nantes, pour le bâtiment. Parlent des licenciements dits « provisoires » et qui s'étendent, des rétrogradations, des déplacements des meilleurs militants, des blâmes solennels.

L'expérience est suffisante, conclut l'orateur. Lorsque les engagements collectifs sont violés, nous ne pouvons pas nous en remettre à ces gens. Demain, avec un autre gouvernement, des clauses de sanctions peuvent être jointes à la loi. Aucun doute pour nous : si l'entente ne peut se faire entre l'organisation ouvrière et l'organisation patronale, il ne nous reste que l'action autonome de classe.

De nombreux orateurs interviennent dans la discussion qui suit :

Laپore (métal) déclare que le gouvernement de front populaire n'a fait que rétablir, par ses lois, la solidité du capital que le patronat ne parvenait pas à rétablir.

Un camarade des Assurances rappelle les termes d'une décision de la Cour d'Appel de Paris assimilant les occupations d'usine à des scènes d'emeute. Dans les assurances où l'on s'en est remis à l'arbitrage pour une augmentation de salaire, rien ne vient. Et les directions fédérales et confédérales freinent.

Bott (métal) signale l'extrême importance de la victoire des ouvriers de l'automobile aux États-Unis, victoire obtenue par l'action directe et seule et sous un gouvernement qui n'est pas spécifiquement de F.P.

Rouaux (bâtiment) rappelle les lenteurs de l'arbitrage dans le bâtiment. Si ça continue, difficile la sentence sera rendue une fois les peintures faites.

Binet (Assurances) expose tout le travail fait au Havre contre la loi d'arbitrage et le projet d'une conférence nationale à laquelle la direction fédérale s'oppose de toutes ses forces. Binet a été exclu du syndicat.

Lagier (métal) lit un tract injurieux et caustique de l'Union des Syndicats de la région parisienne contre de sol-disants « diviseurs et provocateurs » qui ne sont autres que les camarades du Cercle Lutte de Classe.

Félix (métal) montre la répression qui s'accentue : expulsion par la force de grévistes, rue du Théâtre, fusillades en Algérie et Tunisie.

Guyard (métal) insiste sur le fait que dans notre campagne, pour l'indépendance du syndicalisme, nous ne devons pas oublier l'indépendance à l'égard de tous les gouvernements. Il proteste contre la souscription à l'emprunt par les fédérations : est-ce que nos cotisations syndicales vont servir à payer des canons ?

Tomte (employé) raconte que les employés de banque du Soleil ayant voulu se mettre en grève, ne pas gérer l'emprunt ! Capoccia explique dans la Commission exécutive les empêchements pour l'« Huma » qu'une telle grève servirait Hitler et Mussolini !

Gueguen (métal) demande ce que le cercle Lutte de Classes compte faire de positif et s'il ne craint pas d'entamer le bloc syndical.

Berger (technicien) expose comment sa fédération, qui a le tort de s'être prononcée contre l'arbitrage, est boycottée par les autres fédérations.

Galopin, pour conclure, répond à Gueguen en lui rappelant les objectifs du groupe et la nécessité de la démocratie syndicale sans cette violence. « Nous réclamons, dit-il, notre droit à l'éducation et à la discussion. »

DANS LES P.T.T.

Un ordre du jour des jeunes facteurs contre la militarisation de la jeunesse.

La Commission d'Etude des jeunes facteurs de la Région parisienne s'est réunie le mercredi 10 mars. C'est à l'unanimité qu'elle a voté l'ordre du jour suivant : « Après discussion sur le projet Desarmauds, tendant à la militarisation de la jeunesse, s'oppose unanimement à la préparation militaire qui jusqu'à présent était une caractéristique des régimes de dictature. Les jeunes P.T.T. sincèrement attachés à la paix, souhaitent l'annulation d'une telle mesure arbitraire, estimant déjà trop long le service de deux ans, sacrifiant inutilement deux années de leur jeunesse.

Les circonstances actuelles : trahison du F.P., grèves américaines, etc., illustrent parfaitement nos conceptions : faillite du parlementarisme, triomphe de l'action directe et autonome des travailleurs. Ces faits « parlent » aux ouvriers. Nous nous devons de les commenter autour de ce sujet.

Ceci pose la question de la propagande.

Comment orienter celle-ci ? A mon avis, c'est au groupe de chaque usine de juger, car suivant les entreprises, les industries, les méthodes doivent différer.

Mais néanmoins une coordination des efforts de tous les groupes d'usines est nécessaire pour dégager les grandes lignes de la propagande du moment, pour rassembler tous les éléments d'informations, pour entreprendre le travail critique et aussi le travail constructif.

Nous devons envisager sérieusement la prépa-

A NOS GROUPES D'USINES

A l'heure où tant d'ouvriers révolutionnaires découvrent la trahison des « partis prolétariens » où tant de syndiqu